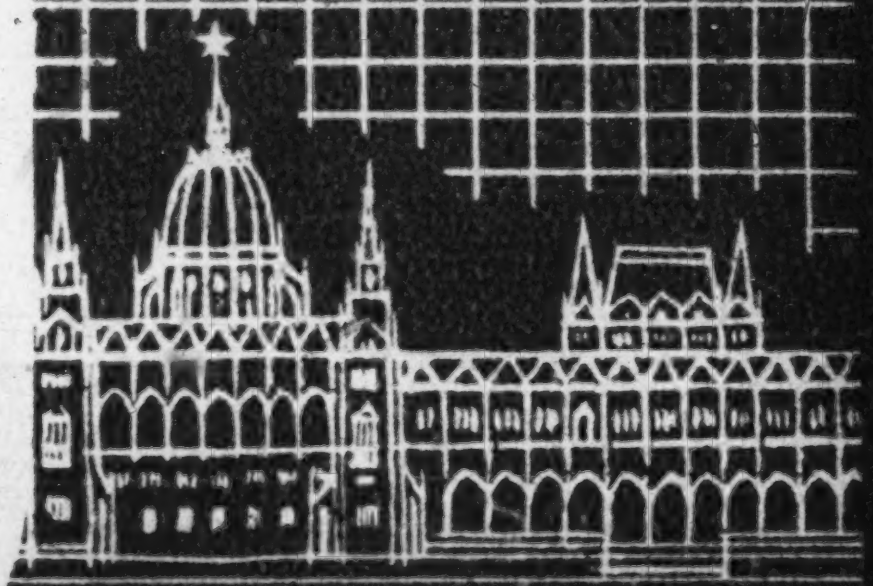
LE PLAN TRIENNAL DE L'ÉCONOMIE POPULAIRE DE LA HONGRIE

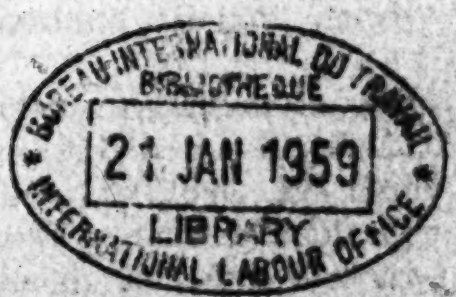
1978-1980



338.984
A1
No 100

LE PLAN TRIENNAL DE L'ÉCONOMIE POPULAIRE DE LA HONGRIE

1958—1960



ÉDITION DE LA REVUE HONGROISE, BUDAPEST 1958

338.984
A1
N° 100

NOT
ANALYZED

12. JAN 1959

IMPRIMÉ EN HONGRIE 1958
IMPRIMERIE UNIVERSITAIRE, BUDAPEST

LOI II DE L'ANNÉE 1958

sur les principes fondamentaux du plan triennal visant au développement de l'économie nationale pour les années 1958—1960

A la suite de la libération du pays, d'immenses résultats ont été obtenus dans le développement de l'économie nationale. Entre 1949 et 1955 le volume de la production de l'industrie hongroise a plus que doublé, le revenu national s'est accru de plus d'une fois et demie. Ce développement qui s'est produit au cours des dernières années a permis de poser les bases d'une élévation culturelle et matérielle du peuple hongrois comme le système capitaliste n'aurait jamais pu le faire même en plusieurs dizaines d'années.

Le développement de l'économie nationale n'alla cependant pas sans accrocs malgré l'importance des résultats réalisés. La majoration à outrance du plan quinquennal altéra le juste principe de la primauté de l'industrie lourde. La poursuite à tout prix d'une augmentation quantitative devint générale, tandis que passaient à l'arrière-plan l'esprit d'économie, l'amélioration de la qualité, la réduction du prix de revient et les exigences d'une coopération internationale. Le développement de l'agriculture était également insuffisant.

En 1953, quand on eut reconnu une partie importante des erreurs commises, on commença à les corriger. Dès 1955 les résultats obtenus dans ce domaine étaient considérables et en 1956 tout indiquait que les difficultés d'ordre économique allaient en décroissant.

A la suite des dégats causés par la contre-révolution de 1956 et des erreurs passées le pays se heurta, en 1957, à des difficultés économiques inconnues depuis la stabilisation de 1946. Le Gouvernement Hongrois Révolutionnaire Ouvrier-Paysan, en dépit des circonstances difficiles et soucieux de respecter le désir des travailleurs, prit des mesures qui eurent pour résultat d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble des couches travailleuses.

En 1957, grâce au travail dévoué des masses travailleuses, à l'aide matérielle et financière de l'Union Soviétique et des autres pays amis, on réussit à consolider la situation économique hongroise, à écarter les dangers d'inflation et de chômage. A la fin de l'année passée, l'économie du pays avait atteint des résultats qui permettaient de se fixer pour objectif la liquidation à bref délai des disproportions encore existantes dans l'économie nationale et la création des conditions fondamentales nécessaires pour le développement socialiste ultérieur du pays et l'amélioration progressive des conditions d'existence du peuple.

Le plan triennal perspectif visant au développement de l'économie nationale est appelé à envisager l'élévation modeste mais continue du niveau de vie, à assurer le développement ultérieur des forces productrices ainsi que le renforcement et l'élargissement du secteur socialiste de l'économie nationale. Ces objectifs devront être basés sur l'exploitation des ressources nationales.

Dans l'intérêt de la réalisation des objectifs cités, l'Assemblée Nationale de la République Populaire Hongroise confère force de loi aux principes fondamentaux du plan triennal visant au développement de l'économie nationale et qui porte sur la période du 1er janvier 1958 au 31 décembre 1960 selon les dispositions suivantes:

CHAPITRE I

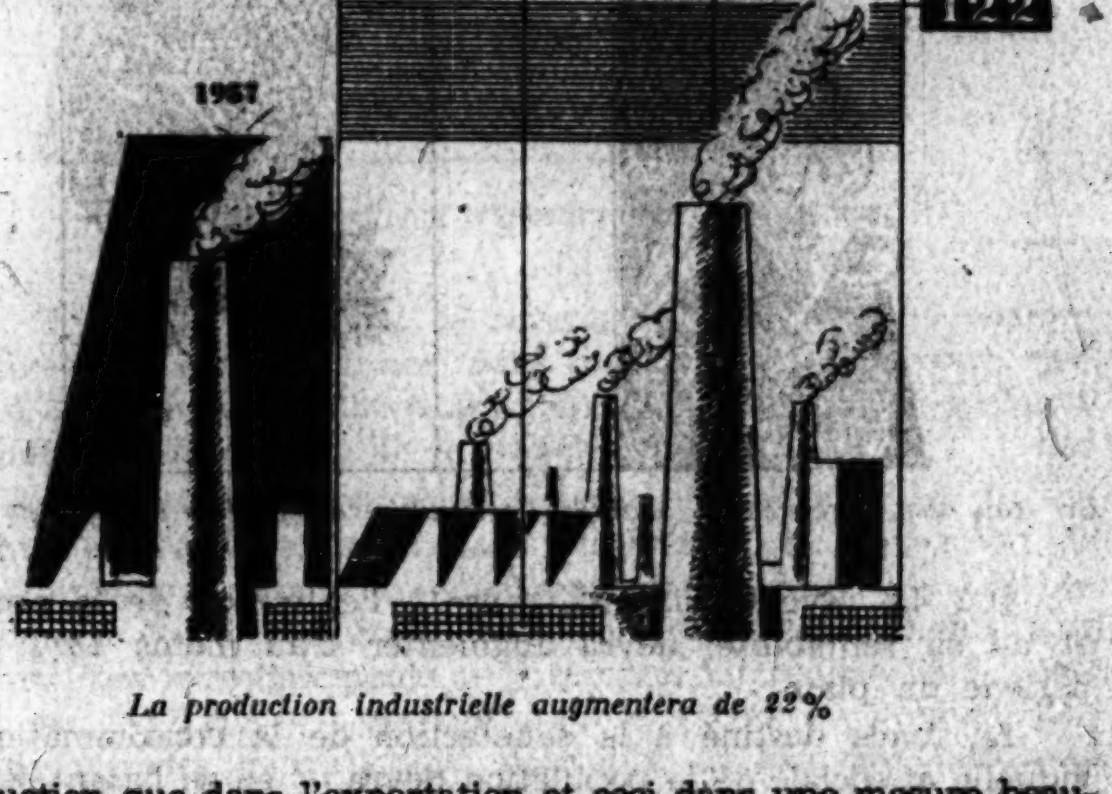
Tâches essentielles du plan triennal

§ 1. La production du secteur socialiste de l'industrie augmentera en 1960 de 22% par rapport à 1957. Dans l'industrie relevant des ministères le volume des moyens de production et des produits de consommation augmenteront en trois ans respectivement de 28 et de 20%. L'augmentation de la production industrielle dans chaque branche d'industrie devra aller de pair avec l'accroissement du niveau technique, de la productivité du travail, avec l'amélioration de la qualité et la constitution d'un choix de marchandises plus conforme à la demande.

Dans toutes les branches d'industrie il faut faire un pas décisif en avant afin de renforcer l'esprit d'économie dans la production. Il importe de commencer la transformation des capacités de production fonctionnant actuellement avec un rendement non économique, en forces de production rentables. Par suite des ressources restreintes du pays en matières premières, l'application d'une tech-

nologie permettant la diminution des normes de matières, la substitution favorable des matières premières produites dans le pays aux matières importées, ainsi que l'utilisation des déchets de production et des dérivés sont tous d'une importance particulière. L'application des formes les plus utiles de la stimulation matérielle devra promouvoir la réalisation de cet objectif.

Tout ceci devra entreprendre les transformations de structure de la production industrielle qui mettront en avant — tant dans



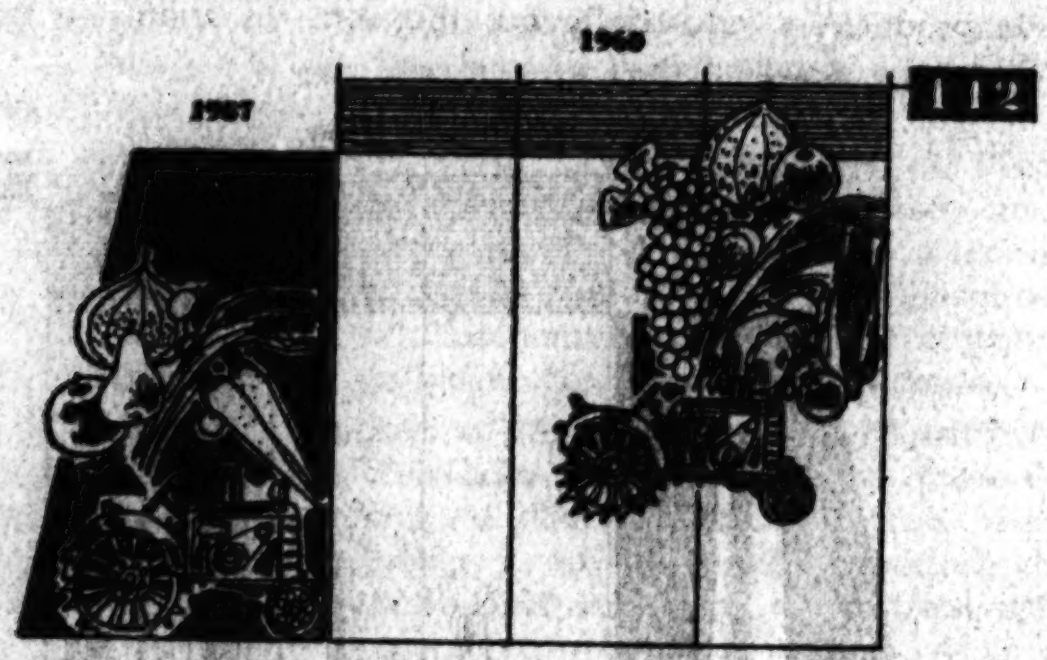
La production industrielle augmentera de 22%

la production que dans l'exportation et ceci dans une mesure beaucoup plus importante que jusqu'à présent — les branches et produits de l'économie nationale économiques du point de vue des matières et de l'énergie, mais présentant cependant un haut niveau technique.

§ 2. A l'aide d'investissements et d'autres moyens qui devront être assurés à l'agriculture, il faut envisager une augmentation de la production agricole de 12% calculée sur une moyenne de trois années, et ceci en poursuivant l'orientation intensive commencée avant le plan, tout en réduisant parallèlement les frais de production.

Compte tenu du fait que le principal moyen de développer les forces de production est l'extension des grandes exploitations, il

est nécessaire d'appuyer les coopératives de production agricoles déjà existantes ou en voie de formation sur la base de la libre adhésion, ainsi que les coopératives et associations d'ordre inférieur. Il faut en outre soutenir et stimuler la paysannerie travailleuse individuelle afin qu'elle soit capable d'exploiter davantage ses capacités de production.



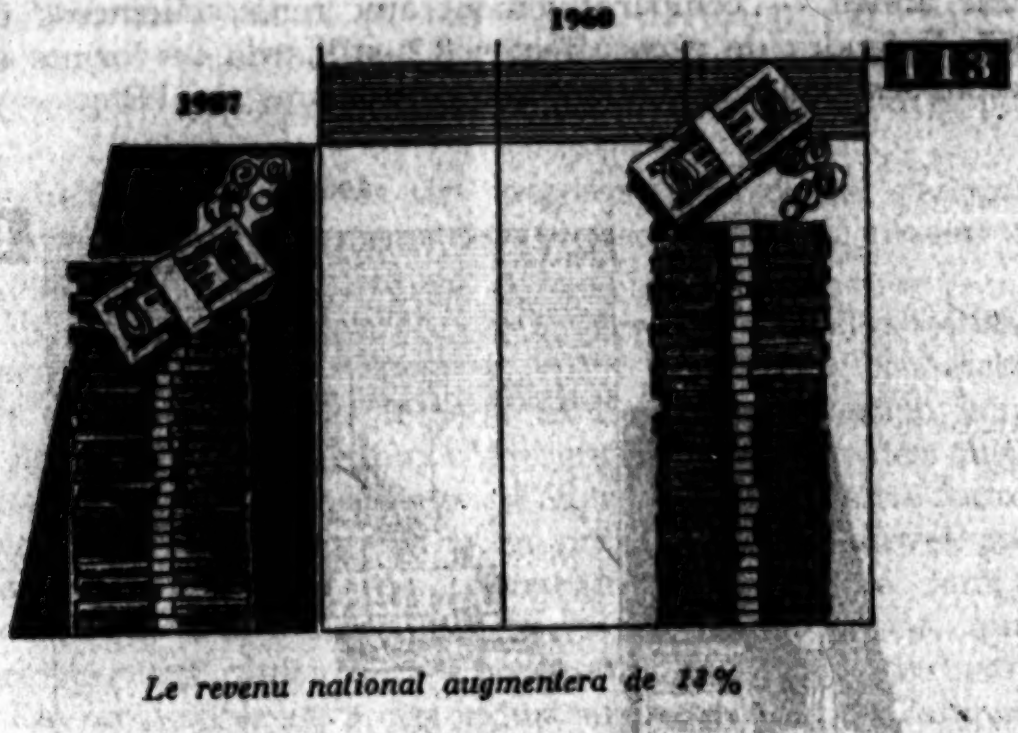
En trois ans, le rendement total de l'agriculture augmentera de 12% en moyenne

§ 3. Le revenu national, grâce à l'extension de la production et de sa rentabilité, devra augmenter d'au moins 13% dans la période du plan.

Le fonds destiné à la satisfaction de la consommation individuelle et sociale de la population devra — en se basant sur l'augmentation du revenu national — dépasser au moins de 10% en 1960 le niveau de 1957.

Durant la période du plan il faut, en se fondant sur la réalisation des prévisions, sur l'augmentation de 15% de la productivité de la grande industrie, ainsi que sur la réduction de 6% du prix de revient, élever en trois ans d'au moins 6%, par rapport à 1957, le salaire réel des ouvriers et employés. Il y aura lieu d'accorder également à l'avenir les gratifications en fonction des résultats économiques atteints et d'élargir encore plus le système des retraites en réglant la question des anciennes retraites.

Si la production agricole augmente dans les proportions prévues, il est nécessaire d'assurer que le revenu des paysans travailleurs augmente encore de 4% en trois ans.



Le revenu national augmentera de 13%

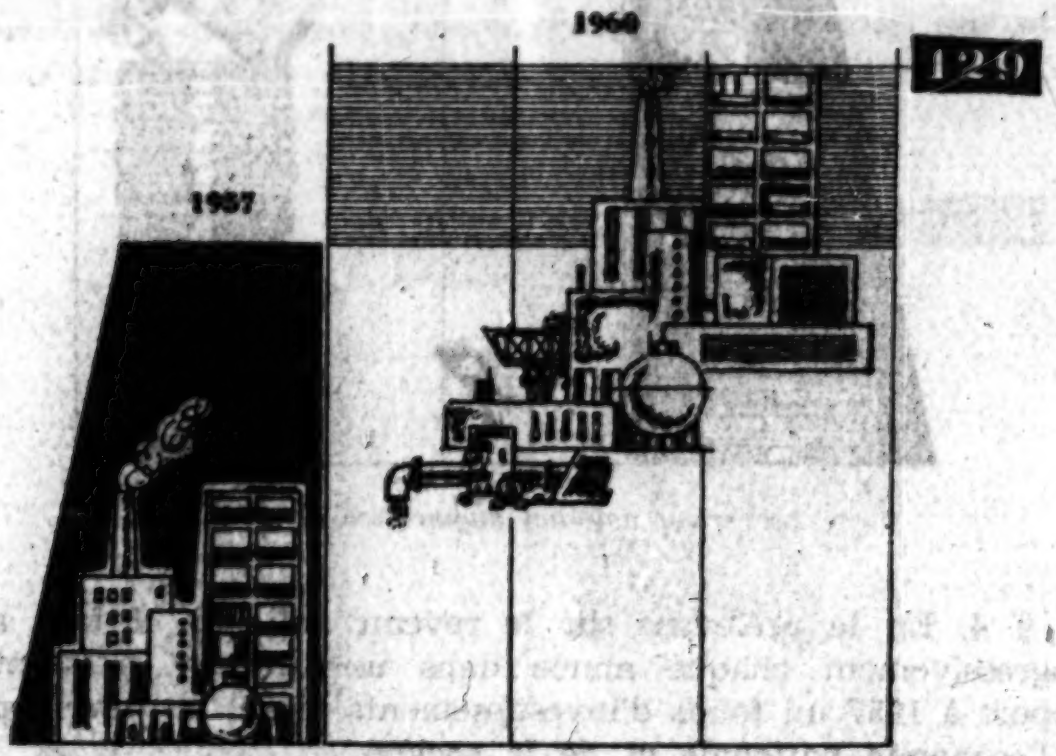
§ 4. En le prélevant sur le revenu national, il faut assurer progressivement chaque année dans une mesure croissante par rapport à 1957 un fonds d'investissements visant au développement de l'économie nationale et de la société.

Au cours du plan triennal, il importe de ménager les investissements, et c'est seulement dans l'intérêt de la réalisation de buts fondamentaux visant au développement ultérieur de l'économie nationale que l'on saurait envisager des investissements plus importants. Les investissements — y compris le crédit à long terme accordé par l'U.R.S.S. — devront être consacrés en premier lieu non à de grandes constructions nouvelles et exigeant beaucoup de temps, mais avant tout à l'extension et à la modernisation des investissements déjà en cours.

Les investissements d'État doivent être affectés tout d'abord à l'utilisation des ressources en matières premières et en énergie du pays, à l'augmentation du niveau technique de l'industrie, au développement du secteur socialiste dans l'agriculture, à l'amélioration de la balance commerciale du pays, ainsi qu'à la construction de logements. En trois ans l'État doit investir 32 milliards de forints.

Dans l'intérêt de la conservation et du maintien à un haut niveau des fonds fixes, il faut en trois ans soustraire au secteur de l'État au moins 15 milliard de forints pour le renouvellement, ce qui signifie une augmentation de 19% — calculée sur la moyenne

d'une année — comparativement aux renouvellements de l'année 1957. Il faudra de plus affecter 2,2 milliards de forints à la rénovation des maisons d'habitation aux mains de l'État.



32 milliards de forints d'investissements en trois ans, soit un relèvement de 29 %

§ 5. Il faut prévoir l'équilibre de notre économie nationale en assurant l'équilibre de la balance financière. Ce dernier devra être maintenu principalement par l'actif nécessaire de notre balance commerciale, mais en examinant toutefois les possibilités d'augmenter les rentrées de la balance financière qui ne proviennent pas du secteur du trafic des marchandises, et en exploitant toute possibilité apte à en réduire les dépenses.

CHAPITRE II

Production et investissements

A) Industrie

§ 6. Dans la production industrielle, il faut faire valoir beaucoup plus fortement que jusqu'à présent — et en se fondant sur une coopération avec les pays amis — les possibilités qui peuvent promouvoir la transformation rationnelle de la structure de la pro-

duction de l'industrie lourde et, au lieu du développement général embrassant quasi l'ensemble des branches de l'économie nationale, le développement complexe de certaines branches industrielles plus favorisées.

La production des articles de consommation devra s'adapter davantage aux besoins provenant de l'augmentation du niveau de vie de la population.

Dans l'industrie, une grande partie des moyens d'investissements disponibles doit être consacrée à des travaux de recherches géologiques de minerais dans le pays et à leur exploitation, ainsi qu'à l'extension de la production d'énergie électrique et des matériaux de construction. Les ressources d'énergie de l'industrie lourde subsistantes devront être consacrées en premier lieu au développement de quelques branches des constructions mécaniques dont le volume peut être accru facilement à une cadence rapide, ainsi qu'au développement ultérieur de certaines branches de l'industrie chimique. Les investissements des industries légères et de l'alimentation doivent être employés avant tout au développement des branches fonctionnant à l'aide de matières non importées et à la production d'articles de consommation modernes correspondant à la demande.

§ 7. Le volume de la production minière de 1960 dépassera de 30% le niveau de 1957.

La production annuelle de houille doit atteindre en 1960 26,6 millions de tonnes, par rapport à la production de 21,2 millions de tonnes en 1957, et de telle sorte que les 10 ou 11% du charbon extrait soient de la houille noire. La production de lignite qui représente une grande partie des ressources charbonnières du pays devra — en premier lieu afin d'approvisionner les centrales électriques du pays — dépasser de 28% en 1960 le niveau de l'année 1957. Au cours des années 1958—1960 il faudra mettre en service un nombre de puits tel que leur production soit d'environ 1 300 wagons par jour.

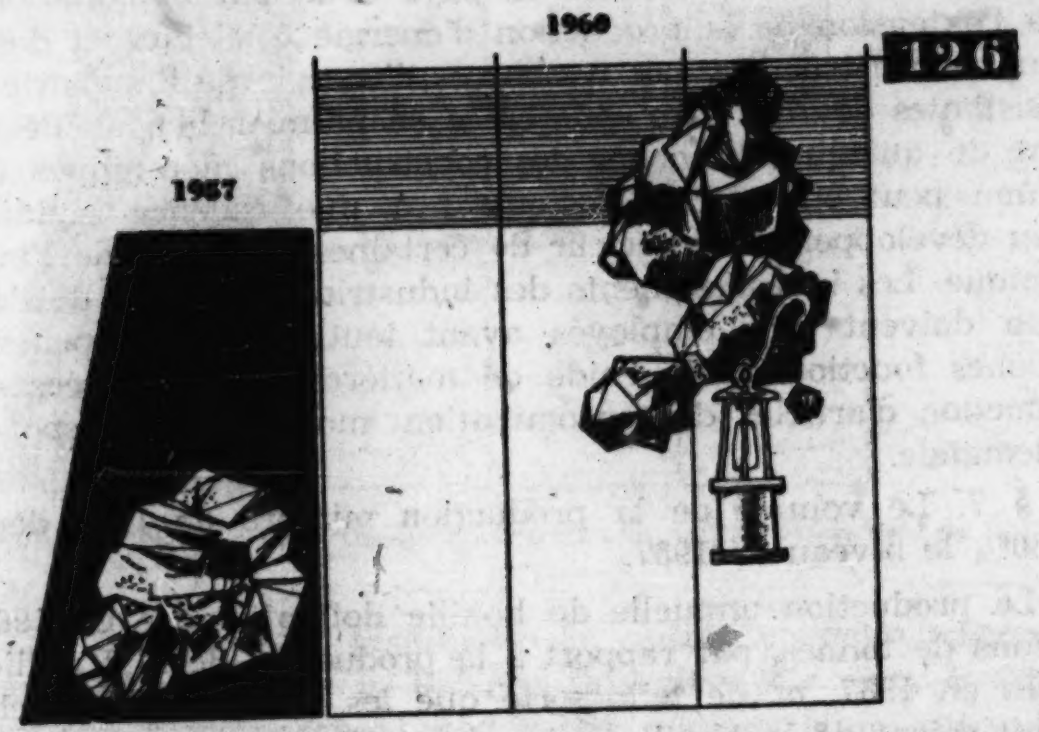
Dans l'industrie du pétrole, afin d'accroître les réserves de pétrole pouvant directement être exploitées, il y a lieu d'entreprendre, au cours de trois années, des sondages d'une longueur égale à 680 000 mètres. La production de pétrole atteindra en 1960 1,1 million de tonnes.

Il importe de poursuivre les travaux de prospection et d'exploitation du minerai d'uranium hongrois. Les investissements en cours permettront à l'extraction du minerai d'être engagée de façon régulière au cours du plan triennal. Dans l'intérêt de la rentabilité

de l'extraction, il faut entreprendre la construction d'une fabrique d'enrichissement du minerai de fer.

Dans l'industrie d'extraction du minerai de fer il faut assurer l'utilisation accrue du minerai de fer du pays par la continuation de la construction de l'usine d'enrichissement du spath de Rudabánya.

Le volume de l'extraction de minerai de fer doit augmenter de 38 à 40% en trois ans. Parallèlement et conformément aux



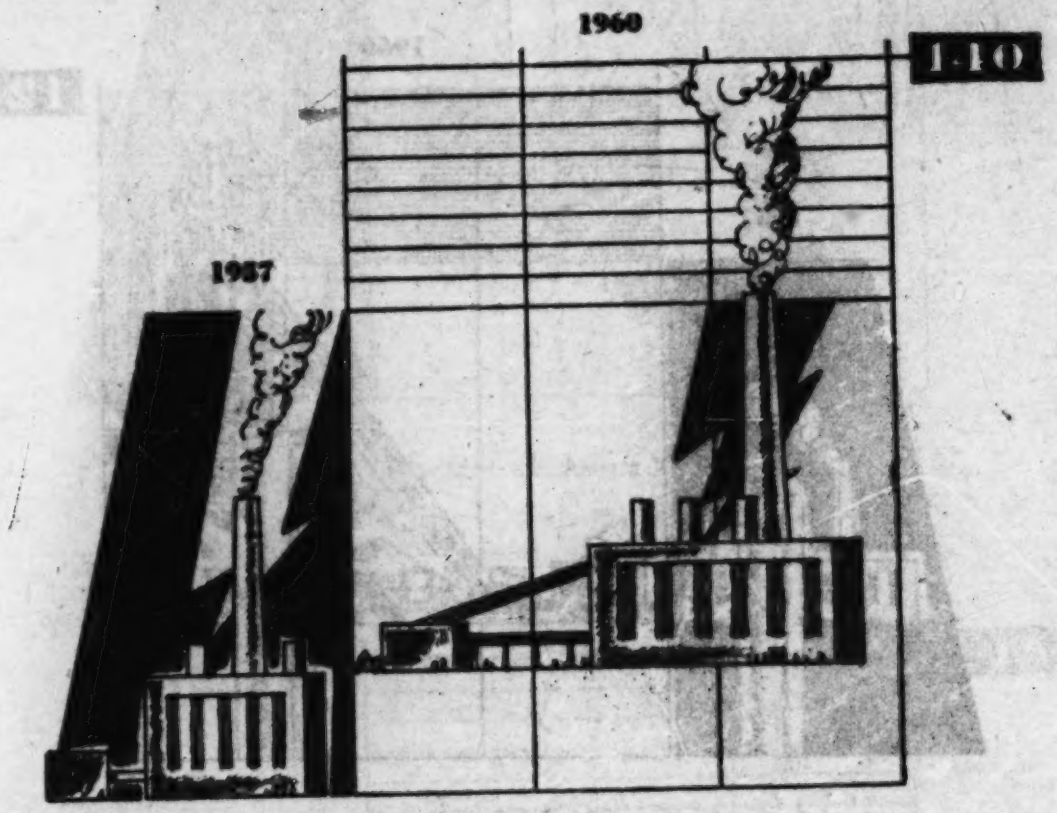
La production de l'exploitation houillère augmentera de 26%, de 21,2 millions de tonnes à 26,6 millions de tonnes

besoins qui se présentent, il faut faire en sorte qu'une partie toujours plus importante des minerais — en 1960 les 48% — soient préparés, moulus et de qualité soutenue.

§ 8. La production de l'énergie électrique atteindra en 1960 7,6 milliards de kWh. A cette fin, il faudra, en une durée de trois ans, accroître d'au moins 410 000 kilowatts la capacité des centrales électriques. De cette quantité, 42 000 kilowatts devront être obtenus à partir de centrales industrielles et téléchauffantes, celles-ci étant les plus avantageuses du point de vue de l'utilisation des combustibles. Dans le but de garantir la production envisagée il faut terminer la construction des centrales électriques de Tiszapalkonya et de Pécsújhegy, poursuivre l'élargissement de la centrale élec-

trique d'Ajka et commencer l'établissement d'une centrale à Oroszlány. La quantité de calories utilisée pour la production de l'énergie électrique devra diminuer de 9 à 10% grâce à l'emploi d'installations techniques modernes.

En assurant dans une mesure importante les moyens nécessaires, il faut promouvoir une économie d'énergie chez ceux qui utilisent des véhicules d'énergie et de l'énergie électrique de réseau.



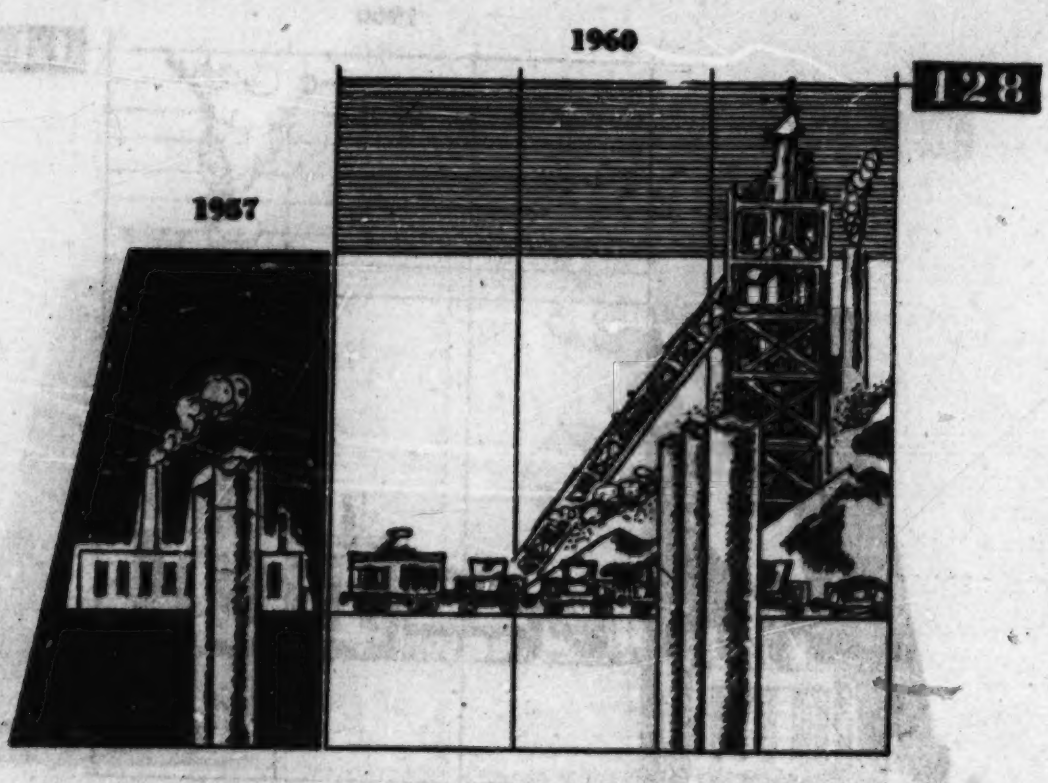
La production des centrales électriques s'élèvera de 40% et atteindra les 7,6 milliards de kW

§ 9. Dans la sidérurgie il faut assurer la production conformément à l'approvisionnement en minerai et en coke, et ceci à l'aide des installations de production déjà existantes. Il importe d'exploiter les capacités de production en premier lieu dans l'intérêt d'une meilleure qualité et aussi d'un choix satisfaisant.

La production de fonte atteindra en 1960 1,1 million de tonnes, celle de l'acier 1,65, et celle des produits d'acier laminés à chaud — y compris le travail à façon réalisé sur commandes étrangères — au moins un million de tonnes.

En 1960, il faudra satisfaire les besoins des hauts-fourneaux de façon que les 28 et 26%, respectifs du mineral de fer et du coke utilisés proviennent du pays même.

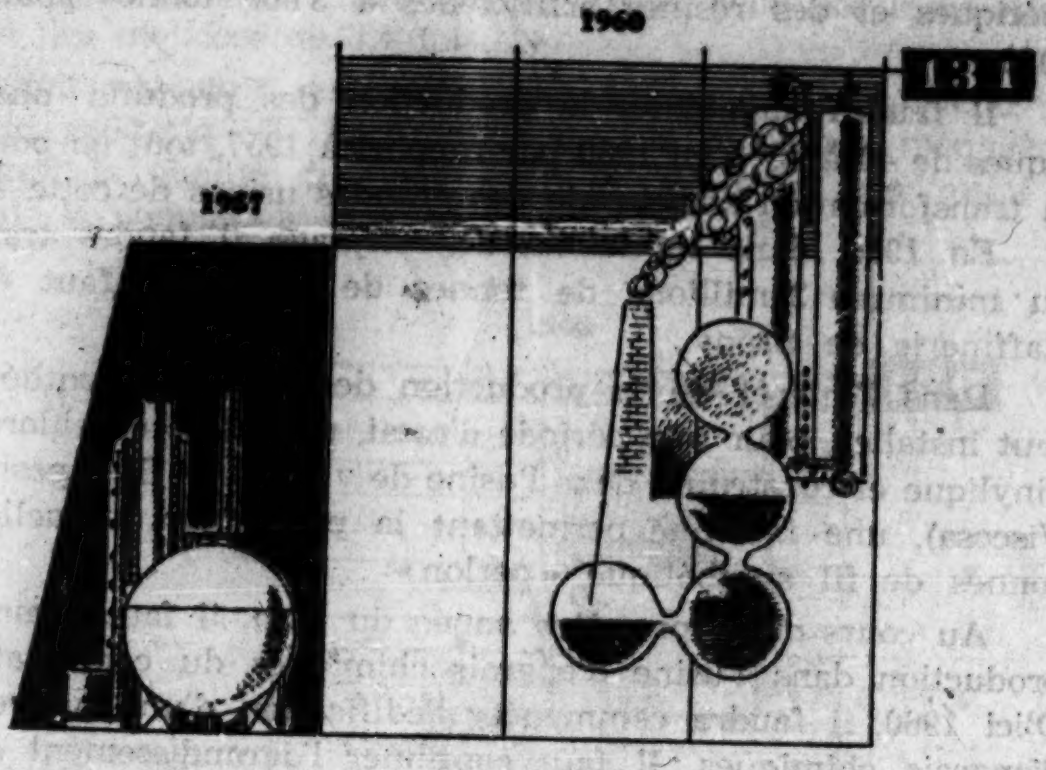
Dans l'intérêt de la rentabilité de la sidérurgie il faut poursuivre les investissements entrepris, en premier lieu ceux qui servent à la réduction de l'importation des produits de la sidérurgie. Il faut mettre en service le second bloc de fours à coke des Aciéries du Danube (Dunai Vasmű) dans la seconde moitié de 1960 et les dépendances de l'usine chimique du même combinat progressivement jusqu'à 1960. Il faut commencer la transforma-



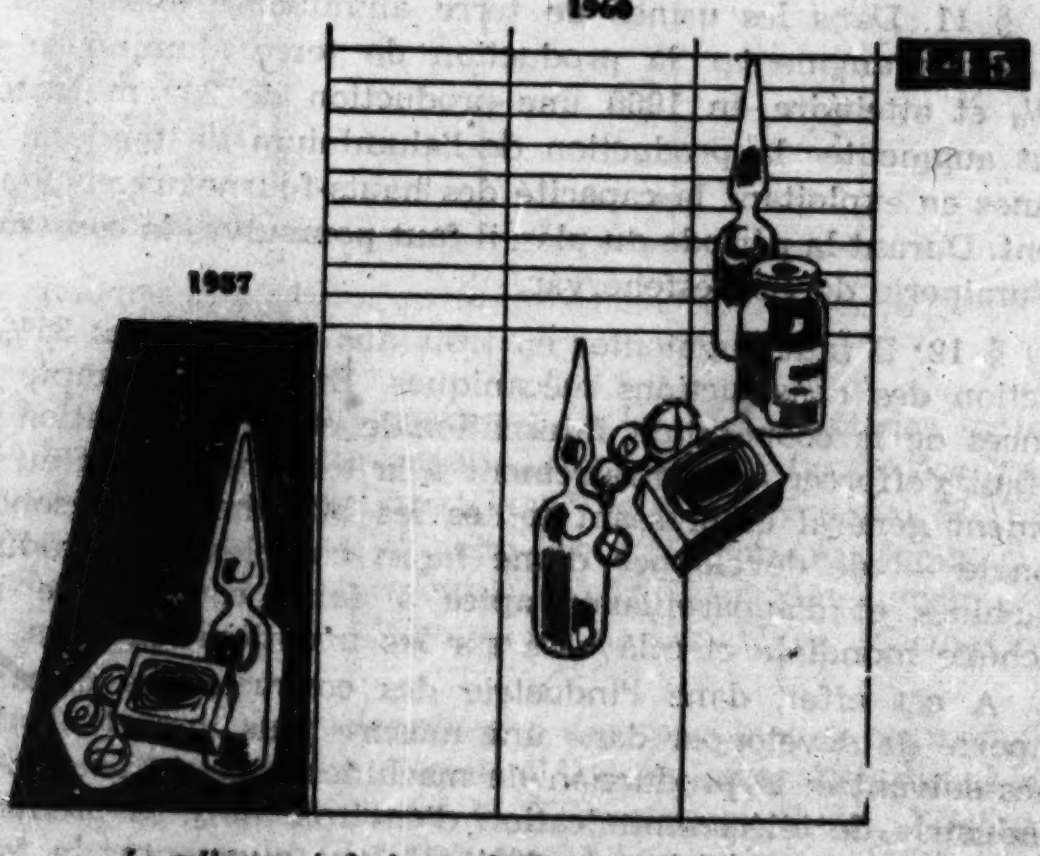
La production d'acier augmentera de 28%

tion de l'atelier des fours Martin à Ózd, ainsi que la modernisation de ses installations. Dans les Usines Sidérurgiques Lénine, dans l'intérêt de l'amélioration de la qualité de l'acier et de l'exploitation énergétique, il faut assurer l'approvisionnement de l'usine en gaz naturels. Il faut établir, à l'usine sidérurgique de Csepel, une large base industrielle de production de matières premières pour l'industrie des installations et appareillages électriques.

§ 10. La production de l'industrie chimique en 1960 dépassera de 31% le niveau de l'année 1957. Il faut faire porter la production d'acide sulfurique à 155 mille tonnes, celle de la soude caustique (sans régénération) à 9 800 tonnes, la production des variétés d'engrais artificiels à 424 000 tonnes et celle des diverses matières syn-



La production de l'industrie chimique augmentera de 31 %



Le relèvement de la production pharmaceutique

thétiques et des résines artificielles à 8 600 tonnes pour l'année 1960.

Il faudra augmenter la production des produits pharmaceutiques de 40 à 45% en 1960 par rapport à 1957, tout en poursuivant la transformation structurale des grandes usines de cette industrie.

En 1960, dans les usines de raffinage il faudra transformer au minimum 2 millions de tonnes de pétrole. Il faut élargir la Raffinerie de Szőny.

Dans l'intérêt de la production des matières synthétiques, il faut installer, pour une période d'essai, une usine de chlorure polyvinylique et construire, dans l'usine de viscose de Budapest (Magyar Viscosa), une fabrique permettant la production annuelle de 330 tonnes de fil synthétique «perlon».

Au cours de la première année du plan, il faut commencer la production dans l'usine d'engrais chimiques du combinat Borsod. D'ici 1960, il faudra commencer l'édification d'une nouvelle usine d'engrais chimiques. Il faut continuer l'agrandissement de la fabrique de superphosphate des usines chimiques de la Tisza. Il y a également lieu de créer une usine de résine artificielle pour vernis et pour couleurs avec une capacité annuelle de 6 000 tonnes.

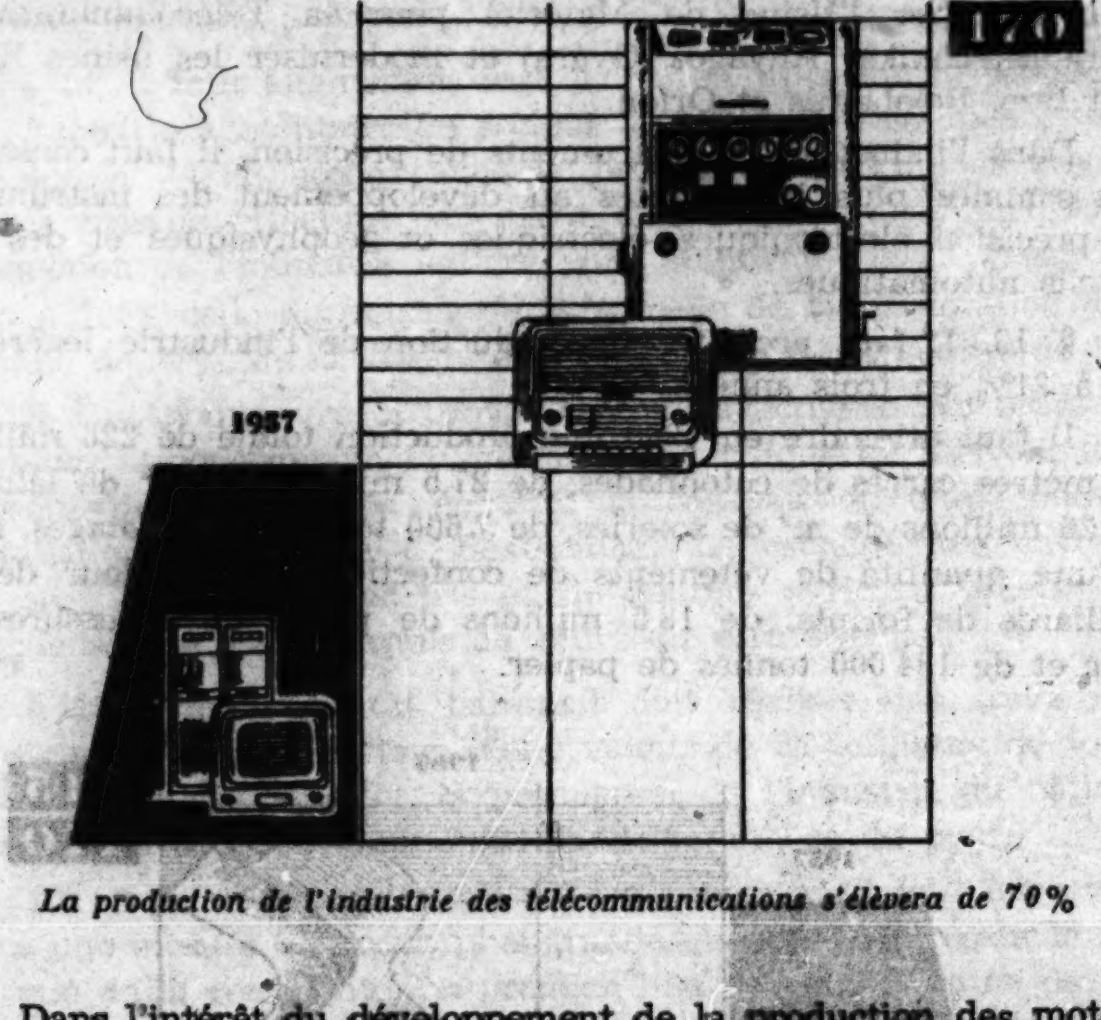
§ 11. Dans les usines de terre alumineuse existantes, il faut en 3 ans augmenter la production de terre alumineuse de 29 à 30% et atteindre en 1960 une production de 200 mille tonnes. Il faut augmenter la production de l'aluminium de fonderie à 45 000 tonnes en exploitant la capacité des hauts-fourneaux en fonctionnement. Durant la période du plan il faut poursuivre la construction de l'aluminerie de Székesfehérvár.

§ 12. Il faut augmenter en trois ans d'à peu près 35% la production des constructions mécaniques. En tenant compte des exigences de la coopération internationale et de la situation du pays il faut s'efforcer — contrairement à la tendance visant au développement général embrassant toutes les branches de l'économie nationale — de développer d'une façon complexe la production de machines et d'appareillages aptes à faire concurrence même à l'échelle mondiale et celà basé sur les traditions du pays.

A cet effet, dans l'industrie des constructions mécaniques il importe de développer dans une mesure plus importante les branches suivantes: la production de machines à haute tension de 40%, l'industrie de télécommunication d'environ 70%, la production des instruments de précision de 60%. Il faut augmenter la fabrication

des roulements à billes d'une fois et demie, celle des locomotives Diesel et des motrices de 3,4 fois.

On doit consacrer une partie plus grande de la capacité de l'industrie mécanique à la production des machines ménagères augmentant la qualité de l'habitation et de celles améliorant le confort de la population dans les transports.



La production de l'industrie des télécommunications s'élèvera de 70%

Dans l'intérêt du développement de la production des moteurs Diesel, il faut procéder à une transformation structurale des Usines de Wagons et de Machines Ganz (Ganz Vagon- és Gépgyár), MÁVAG, de Wagons et de Machines Wilhelm Pieck (Vagon- és Gépgyár) de l'Usine de Győr de Machines-outils (Győri Szerszámgépgyár) ainsi que de l'Usine de Petits Moteurs et de Machines (Kismotor és Gépgyár).

Dans l'intérêt du développement des machines à courant fort, il faut avant tout agrandir l'Usine d'Appareillages électriques Klement Gottwald (Klement Gottwald Villamossági Gyár), l'Usine de Machines électriques et de Câbles (Villamosgép- és Kábelgyár),

l'Usine de Câbles et de Matières synthétiques (Kábel- és Műanyaggyár) ainsi que l'usine d'émaillage d'Albertfalva.

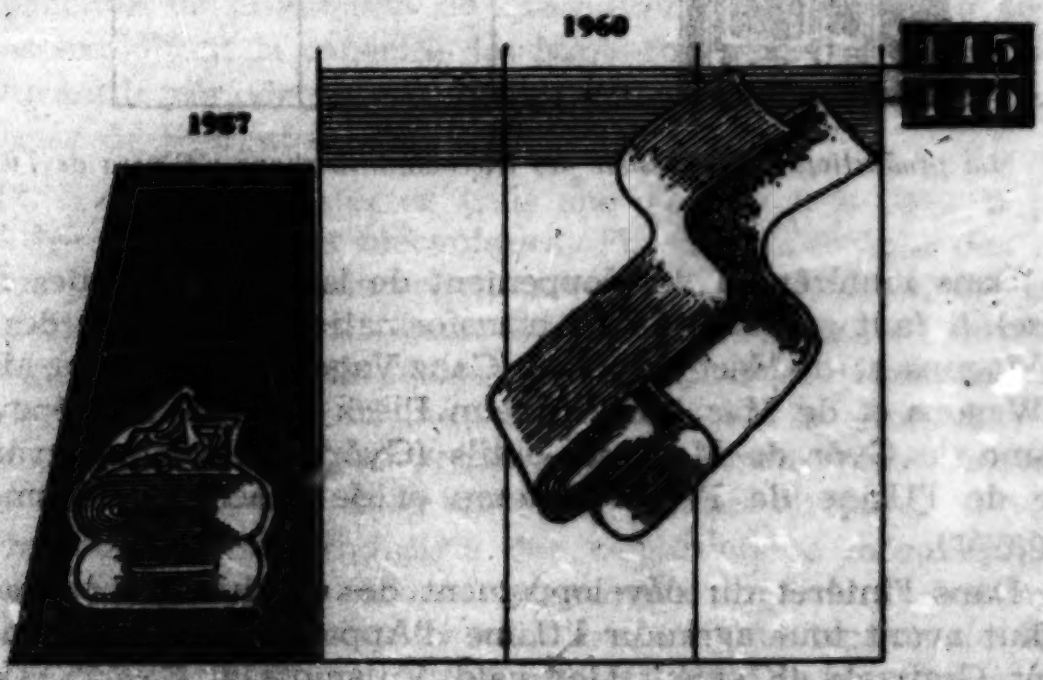
En 1959, il faut terminer la construction de l'Usine de Roulements de Diósd (Diósdi Csapágygyár). Il faut poursuivre la construction de l'Usine de Roulements à billes de Debrecen (Debreceni Gördülőcsapágygyár) de sorte que sa capacité atteigne une production annuelle de 5,3 millions de pièces pour la fin de l'année 1960.

Dans l'intérêt du développement de la télécommunication, il faut amplifier l'Usine de Matériel pour la Télécommunication (Híradástechnikai Anyagok Gyára) et moderniser les usines Egyesült Izzó, Beloïannis et Orion.

Dans l'industrie des instruments de précision, il faut consacrer des sommes plus importantes au développement des instruments de précision électroniques, électriques et géophysiques et des appareils automatiques.

§ 13. Il faut accroître la production de l'industrie légère de 20 à 21% en trois années.

Il faut atteindre en 1960 une production totale de 228 millions de mètres carrés de cotonnades, de 27,5 millions de m² de lainage, de 26 millions de m² de soieries, de 7 600 tonnes de tricotages, ainsi qu'une quantité de vêtements de confection d'une valeur de 7,7 milliards de forints, de 18,5 millions de paires de chaussures en cuir et de 134 000 tonnes de papier.



La production des tissus de laine augmentera de 15%, celle des cotonnades de 10%

Il faut augmenter la production de l'industrie d'ameublement du secteur d'État de 22% en trois ans. Il faut intensifier l'utilisation de la sciure et des plaques à base de copeaux très aptes à remplacer le bois.

Dans les filatures de coton, pendant la période du plan, 46 000 nouveaux fuseaux devront être mis en marche. Il y a lieu de moderniser les tanneries du pays. Il faut moderniser dans les Papeteries de Csepel la fabrique de cellulose et mettre en service une nouvelle machine à papier.

§ 14. Il faut augmenter de 8 à 9% en trois ans la production de l'industrie alimentaire du secteur de l'État — y compris l'industrie locale — en accord avec la production agricole et avec les achats massifs effectués par l'État dans l'agriculture. En 1960 la production de l'industrie laitière aura augmenté de 35% par rapport à 1957, celle du beurre de 32%, celle de la préparation de la volaille de 34%, de la viande de 16% et celle de la graisse de 12%.

Il faut poursuivre la transformation structurale des brasseries, terminer la construction du magasin frigorifique de Miskolc, d'une capacité de 550 wagons, entamer la construction d'une nouvelle installation frigorifique à Békéscsaba. La capacité des entrepôts de produits finis industriels et de denrées agricoles devra être augmentée de 6 500 wagons au cours du plan triennal.

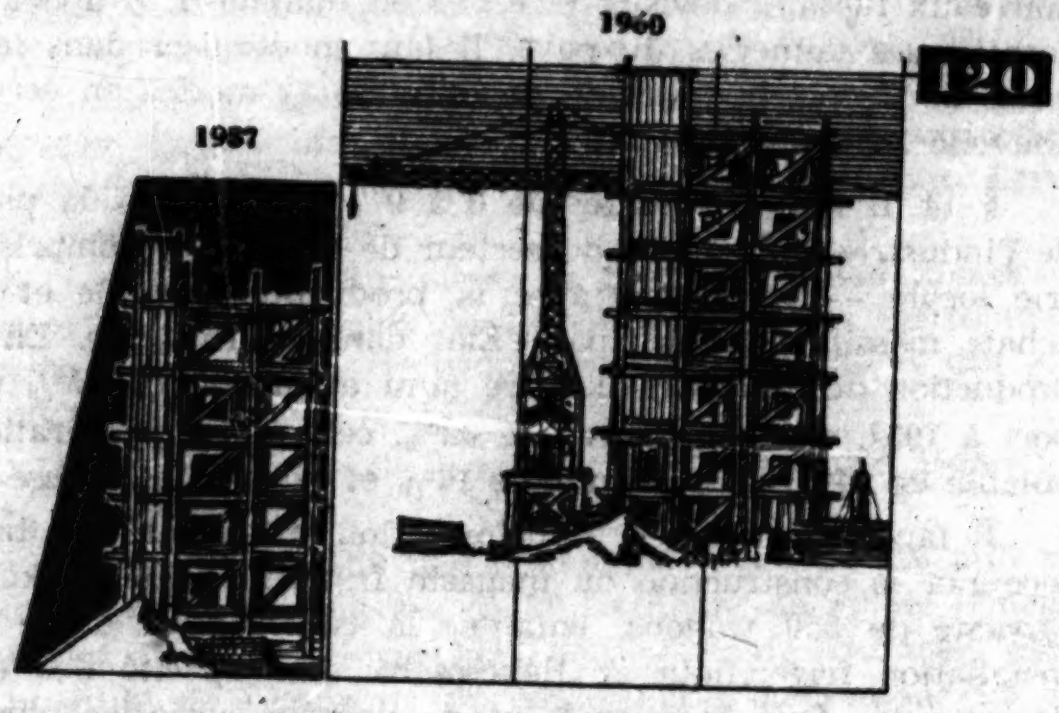
§ 15. L'industrie du bâtiment doit réaliser des travaux de construction et de montage d'une valeur de 35 milliards de forints en trois ans. A cet effet, la production de l'industrie du bâtiment devra croître de 20% au cours des trois années du plan.

Au cours de la réalisation des constructions, il faut faire valoir dans une mesure beaucoup plus grande que jusqu'à présent le point de vue de la rentabilité, en premier lieu dans le domaine de l'utilisation des matériaux importés. Le bâtiment devra passer à l'utilisation de matériaux de construction et d'éléments modernes et il faudra utiliser des machines permettant la diminution considérable de la durée des travaux de constructions.

La production de l'industrie des matériaux de construction augmentera de 20 à 21% en 1960 par rapport à 1957. Il faudra aboutir en 1960 à la fabrication d'une quantité de matériaux de maçonnerie équivalente à 1,6 milliard de briques, de 166 millions de tuiles et de 1,45 millions de tonnes de ciment. Il faut également assurer dans une mesure accrue la fabrication de nouveaux maté-

riaux de construction nécessaires à l'introduction de méthodes modernes de construction.

Il faut terminer l'installation de l'usine de tuiles de Mátraderecske, poursuivre la modernisation de l'usine de ciment de Lábatlan et l'élargissement de la verrerie de Zagyvapálfalva.



La production de l'industrie du bâtiment augmentera de 20%

§ 16. La production de l'industrie locale du secteur d'État (sans compter l'industrie alimentaire), doit augmenter en trois ans de 6 à 7%, en premier lieu au moyen du développement de l'industrie des matériaux de construction et d'autres industries de matières premières. Dans le domaine de l'industrie de transformation, l'augmentation de la production des ameublements constitue la tâche essentielle de l'industrie locale. Il faut intensifier l'activité de l'industrie locale du secteur d'État dans le domaine des réparations et divers services de caractère artisanal et commercial.

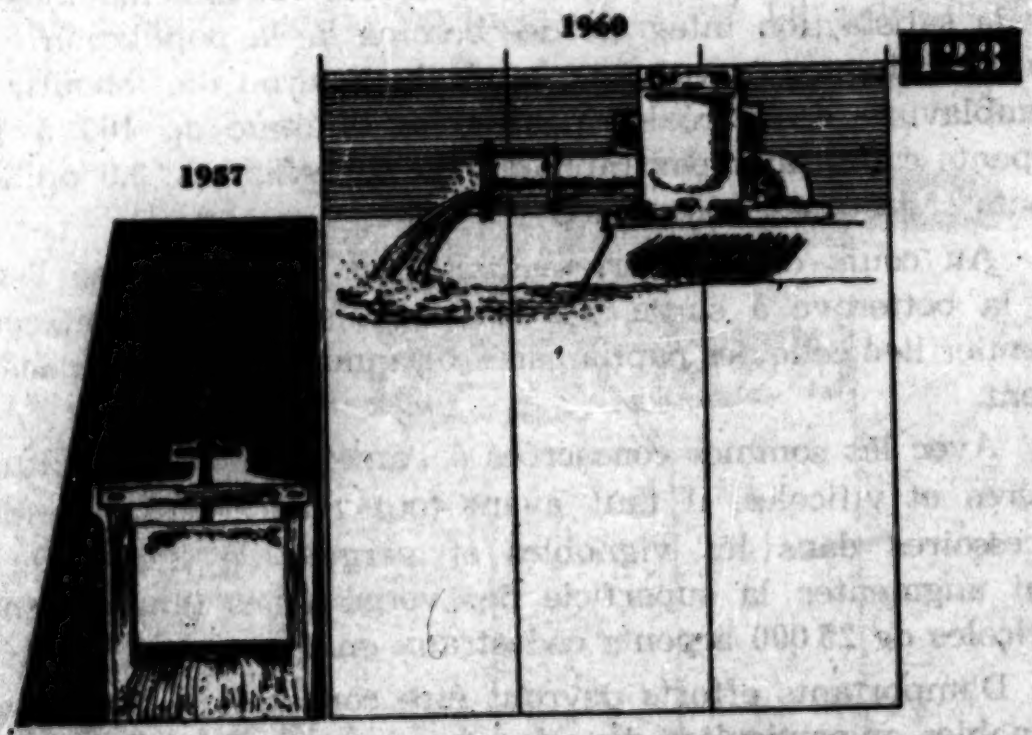
Les coopératives artisanales doivent déployer une activité dirigée vers la satisfaction des besoins de la population. Il faut maintenir et développer, avant tout à des fins d'exportation, l'activité traditionnelle de l'artisanat et des industries domestiques. Il est nécessaire de satisfaire progressivement aux besoins se présentant dans le domaine de la confection des vêtements sur mesure et d'autres besoins personnels, ainsi que dans celui des réparations et divers services.

On doit assurer une activité favorable de l'artisanat dans le cadre qui lui est réservé quant à la satisfaction des besoins de la population, avant tout en ce qui concerne les réparations et les services de caractère local.

B) Agriculture

§ 17. Au moyen du renforcement du secteur socialiste, de l'exploitation des possibilités de production de la paysannerie individuelle; en assurant davantage la réalisation des conditions matérielles et techniques de la production, il faut atteindre une augmentation de 10 à 11% du rendement des cultures, de 14 à 15% de l'élevage pris sur une moyenne de trois ans, par rapport à la période des trois ans précédents.

§ 18. Il faut intensifier le renouvellement de la productivité du sol, grâce à l'utilisation élargie des engrais organiques et chimiques ainsi qu'à l'utilisation de méthodes avancées agro-techniques. Au cours de la période du plan triennal il faut effectuer une amélioration des terrains sur 235 000 arpents cadastraux. Il faut qu'en 1960 la quantité des engrais chimiques variés par arpent cadastral de labours, jardinages et vignobles approche les 60 kilos.



L'étendue des surfaces irriguées augmentera de 23%

Il est nécessaire de mettre en oeuvre afin de remettre en fonctionnement les établissements d'irrigation actuellement non utilisés. C'est pourquoi il faut qu'en 1960 la superficie des terrains irrigués atteigne les 170 000 arpents cadastraux, contre la superficie de 135 000 arpents cadastraux irriguée en 1957. Une exploitation efficace des possibilités d'irrigation, l'amélioration du niveau technique des terrains irrigués et la suppression progressive du caractère de monoculture de la production du riz doivent être assurées en même temps. Parallèlement à l'élargissement de la culture des légumes sur terrains irrigués, il faut accorder un soin accru aux cultures irriguées des céréales.

Il importe d'améliorer l'approvisionnement de l'agriculture en graines de semence de qualité. Il faut qu'en 1960 au moins 50% des emblavures de maïs soient ensemencées avec des graines de maïs hybridées.

§ 19. A l'aide du renouvellement intensifié du sol, de l'emploi des semences sélectionnées, de l'irrigation et de la mécanisation, ainsi qu'à l'aide d'autres dispositifs il faut obtenir un rendement — pris sur la moyenne de trois années — de 8,6 quintaux par arpents pour les céréales panifiables, de 12,8 pour le maïs, de 60 pour la pomme de terre et de 118 quintaux pour la betterave à sucre.

Compte tenu de l'augmentation des rendements moyens — et de la satisfaction intégrale des besoins de la population — moyennant l'influence exercée sur la production, on doit aboutir à ce que l'emblavure des céréales panifiables diminue de 100 à 120 mille arpents cadastraux par rapport à la superficie de 2,9 millions d'arpents cadastraux ensemencés en 1957.

Au cours du plan triennal, il faut s'efforcer que l'emblavure de la betterave à sucre, des fourrages secs et parmi ceux-ci, en premier lieu celle des papilionacés bisannuels augmente considérablement.

Avec les sommes consacrées à l'amélioration des cultures fructifères et viticoles, il faut avant tout réaliser les investissements accessoires dans les vignobles et vergers de l'État. De plus, il faut augmenter la superficie des vergers des grandes entreprises agricoles de 25 000 arpents cadastraux en trois ans.

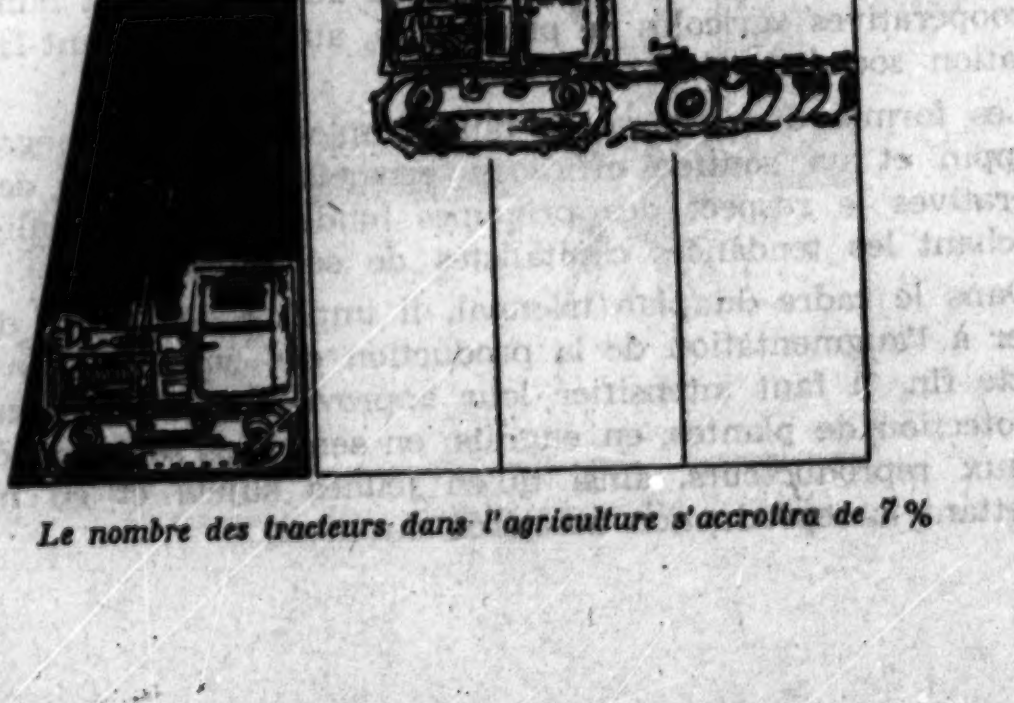
D'importants efforts devront être consacrés à la rénovation des vignobles, en particulier dans les provinces productrices de vin traditionelles.

§ 20. En ce qui concerne le développement de l'élevage, — outre l'augmentation dans une moindre mesure du cheptel — il faut avant tout s'occuper du développement de la production des produits animaux. Pendant la réalisation du plan, en prenant la moyenne des trois années, la production des bêtes de boucherie, du porc de boucherie, de lait, des oeufs, de la laine augmentera respectivement de 4,5%, 9 à 10%, 25 à 26%, 13 à 14%, 19 à 20% par rapport à la moyenne des années 1955—1957.

§ 21. Afin d'obtenir une augmentation rapide des réserves de bois vif, il faut planter, pendant la période du plan, 50 000 hectares de nouvelles forêts dont 23 000 hectares réservés aux peupliers au bord des fleuves et des rivières, sur le bord des canaux, des cours d'eau, des routes et des chemins de fer.

§ 22. Dans le domaine de la mécanisation de l'agriculture au cours du plan triennal, il faut avant tout compléter et moderniser le parc existant des machines. A l'intérieur du parc de tracteurs, la proportion des machines universelles dépassera les 40%. Il nous appartient d'assurer à l'agriculture 8 000 polysocs, 3 000 cultivatrices, 2 000 semeuses mototractées, 2 000 faux, 800 ensileuses combinées et environ 8 000 remorques. Il faut mettre à la disposition de l'agriculture des batteuses pour menus grains et des installations de nettoyage en quantité suffisante.

Dans le domaine de la mécanisation de la production des fruits et raisins ainsi que du jardinage, il faudra faire des progrès



Le nombre des tracteurs dans l'agriculture s'accroîtra de 7 %

avant tout dans la mécanisation des travaux de sol et de la défense des cultures dans les grandes entreprises agricoles. Il faut donc à cet effet prendre des mesures afin d'assurer à l'agriculture des tracteurs de jardin, ainsi que des machines accessoires, des pulvérisateurs, des empaqueteuses et des trieuses.

En ce qui concerne l'élevage il est nécessaire en premier lieu de mécaniser dans les grandes entreprises socialistes agricoles le transport et la préparation des fourrages, l'abreuvage, ainsi que la traite.

§ 23. La tâche fondamentale des fermes d'État consiste à développer considérablement leur production et à la rendre plus rentable. Il faut que les rendements de la culture des plantes et de l'élevage ainsi que la proportion du volume de leurs produits-marchandises — en particulier de ceux de qualité, destinés à l'exportation — dépassent essentiellement la moyenne générale du pays. Il faut que les fermes d'État deviennent de grandes entreprises socialistes modernes exemplaires qui contribueront ainsi à ce que la paysannerie laborieuse emprunte la voie du socialisme. Elles auront pour tâche directe le soutien et l'appui des coopératives de production situées à proximité.

La voie principale menant à la transformation socialiste de l'agriculture est la coopérative agricole, c'est à elle qu'il faut assurer avant tout l'appui de l'État. L'appui matériel qu'il offre au mouvement des coopératives de production doit être employé de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de l'augmentation de la production et du volume des marchandises produites, dans l'intérêt du renforcement de la culture en commun.

L'aide efficace et fructueuse de l'ensemble des organes de l'État est nécessaire au raffermissement et au développement numérique des coopératives agricoles de production, au travail visant la transformation socialiste de la campagne.

Les formes de coopération plus simples nécessitent également un appui et un soutien efficaces, permettant d'assurer dans ces coopératives le respect des principes fondamentaux socialistes et empêchant les tendances capitalistes de se manifester.

Dans le cadre du plan triennal, il importe également de contribuer à l'augmentation de la production des paysans individuels. A cette fin, il faut intensifier leur approvisionnement en moyens de protection de plantes, en engrais, en semences sélectionnées, en animaux reproducteurs, ainsi qu'en jeunes sujets et en matière permettant la reproduction accélérée du raisin.

§ 24. Afin d'assurer la satisfaction des besoins, il faut également faire valoir à l'avenir le système d'achats par l'État. En créant des proportions de prix adéquates il faut assurer que les exploiteurs produisant à un niveau moyen trouvent leur compte. La quantité des produits agricoles à collecter devra augmenter de 23% en trois ans.

C) *Transports et communications*

§ 25. Les transports devront en 1960 — conformément aux prévisions du plan — réaliser dans le domaine de l'expédition des marchandises un rendement de 15 à 16% supérieur à celui de 1957. L'augmentation du transport des voyageurs pendant la même période devra être de 11 à 13%.

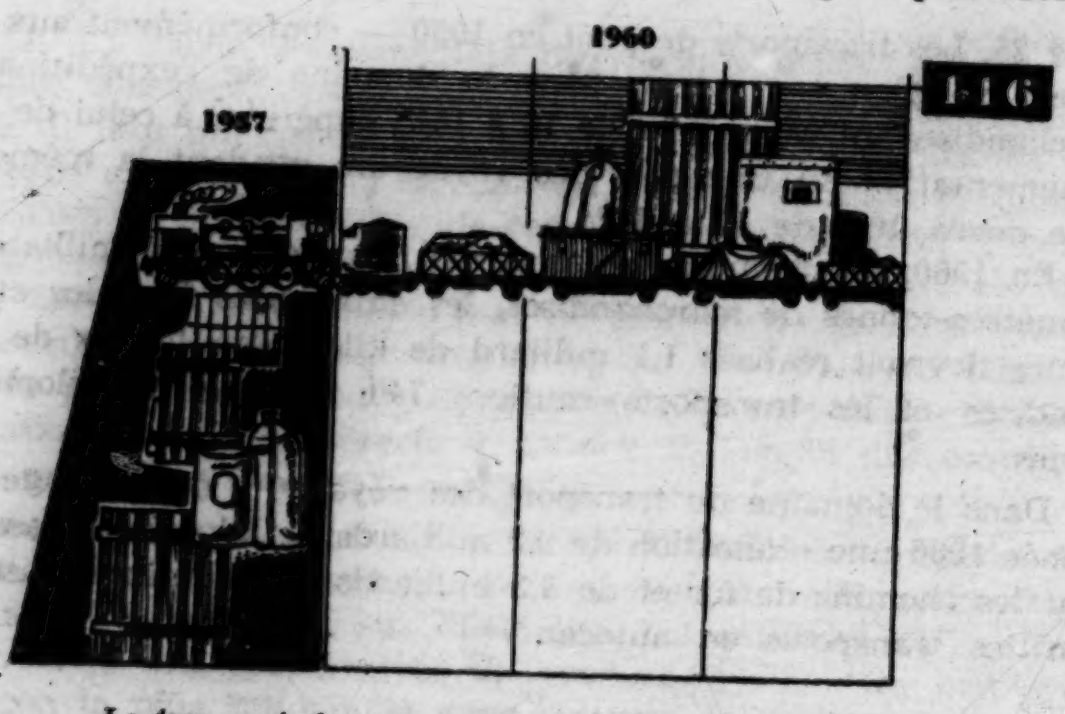
En 1960, les chemins de fer auront à assurer 10,5 milliards de kilomètres-tonnes de marchandises, les entreprises fluviales et maritimes devront réaliser 1,1 milliard de kilomètres-tonnes de marchandises et les transports routiers 740 millions de kilomètres-tonnes.

Dans le domaine du transport des voyageurs on envisage pour l'année 1960 une réalisation de 9,2 milliards de kilomètres-passagers pour les chemins de fer et de 3,2 milliards de kilomètres-passagers pour les transports en autocar.

Le transport des voyageurs s'accroîtra de 13%

§ 26. Au cours du plan triennal, les chemins de fer seront munis de 11 nouvelles locomotives électriques, de 152 locomotives Diesel diverses, de 33 motrices Diesel, de 4 200 camions de grande capacité, de 730 wagons frigorifiques, de 600 wagons-citernes et de 100 autres voitures spéciales. Afin d'effectuer sans heurts le transport des voyageurs et en vue d'augmenter son niveau, les chemins de fer devront être dotés de 370 nouvelles voitures à 4 essieux.

Dans le but d'intensifier la capacité du transport par bateau,



Le transport des marchandises s'accroîtra de 16%

5 bateaux fluviaux-maritimes d'une capacité de 1 300 tonnes, 4 remorqueurs de 800 CV et 15 péniches de 1 000 tonnes devront être mis en service.

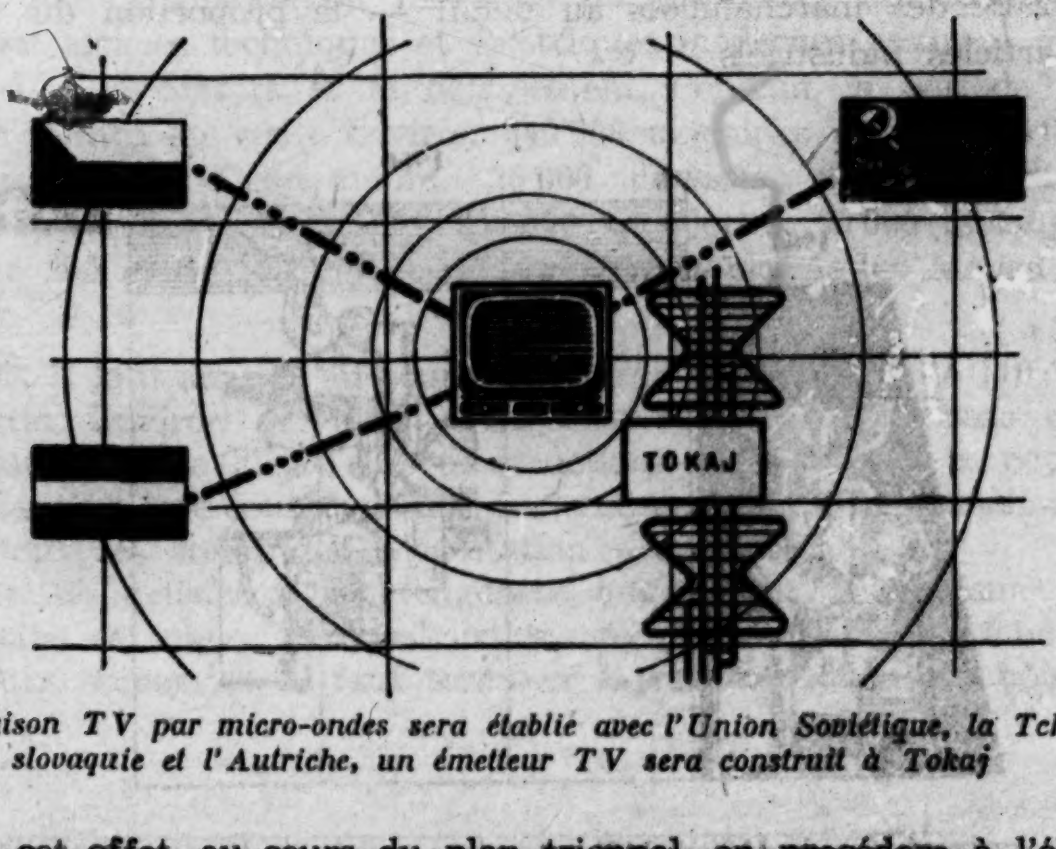
Le service des autocars recevra 860 nouvelles voitures et 150 remorqueurs.

Le développement des transports routiers — outre une exploitation plus économique du parc des voitures — ira de pair avec l'acquisition de 4 800 nouveaux camions et de 400 nouveaux remorqueurs.

§ 27. Dans l'intérêt du développement du réseau des voies publiques il faut terminer, au cours du plan triennal, la construction de routes à revêtement ferme entre Hatvan et Salgótarján ainsi qu'entre Budapest et Tatabánya. De plus, pendant la même période, il faut procéder à la construction de routes bitumées d'une

longueur de 1 000 kilomètres et de routes passées au rouleau sur une distance d'environ 2 200 km.

§ 28. Dans le domaine des P.T.T., il faut assurer un ralliement plus intense au réseau international des P.T.T, étendre le réseau téléphonique de Budapest et de la province et commencer l'introduction des méthodes de télécommunication plus développées (branchage interurbain automatique, connexions sur micro-ondes, émission de télévision et de radio sur ondes ultra-courtes).



Une liaison TV par micro-ondes sera établie avec l'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie et l'Autriche, un émetteur TV sera construit à Tokaj

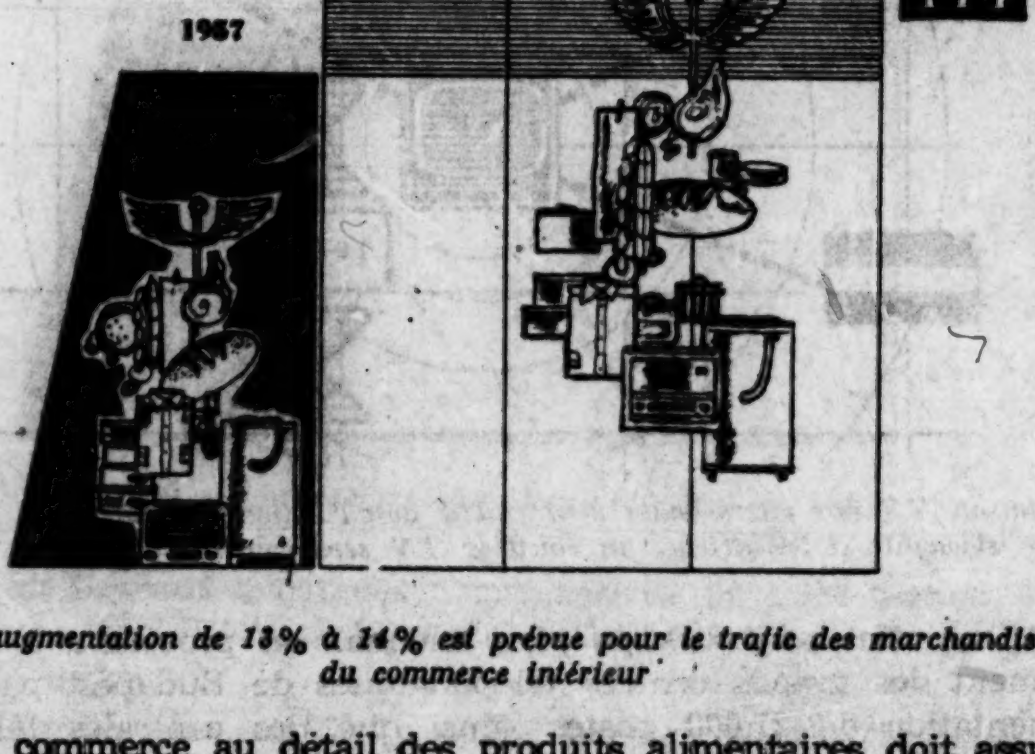
A cet effet, au cours du plan triennal, on procédera à l'élargissement des grands centres téléphoniques de Budapest par une augmentation de 21 000 postes, ainsi que des centrales téléphoniques principales de province par une augmentation d'un total de 16 000 postes. Il est nécessaire d'entamer la construction de la nouvelle centrale téléphonique « Ferenc ». A Tatabánya, Sopron, et Szombathely, de nouvelles centrales téléphoniques principales automatiques devront être établies.

Un ralliement sur micro-ondes apte à la transmission d'images et de musique devra être effectué entre la Hongrie, l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie et l'Autriche. A Tokaj, un émetteur de télévision, à Kékes et à Tokaj respectivement un émetteur de radio à ondes ultra-courtes sur fréquence modulée devront être mis en service jusqu'à la fin de 1960.

CHAPITRE III

Niveau de vie, culture, science

§ 29. Conformément à l'augmentation du pouvoir d'achat de la population, le trafic des marchandises au détail devra croître de 13 à 14% environ au cours de la période du plan triennal. Compte tenu des changements survenus dans la composition de la demande, il faut progressivement augmenter — dans le cadre même du trafic des marchandises au détail — la proportion du trafic des articles industriels.



Une augmentation de 13% à 14% est prévue pour le trafic des marchandises du commerce intérieur

Le commerce au détail des produits alimentaires doit assurer la satisfaction des besoins de la population en ce qui concerne l'ensemble des produits alimentaires essentiels et permettre conformément à la production de l'industrie alimentaire l'augmentation, à l'intérieur de la consommation, de la proportion des produits d'origine animale représentant une énergie alimentaire plus grande, en particulier des produits alimentaires riches en albumines.

C'est pourquoi, en 1960, parmi les aliments les plus importants, il faudra mettre à la disposition des consommateurs une quantité de viande et de charcuterie, de sucre, de lait et d'oeufs respecti-

vement plus élevée de 8%, 6 à 7%, 21 à 22%, 21% par rapport à 1957.

Le trafic des articles de confection au détail augmentera en trois ans de 16 à 17%. Conformément à l'évolution de la demande par rapport à 1957, il est nécessaire d'augmenter de 28 à 30% le trafic des articles de confection, tout en procédant à un élargissement simultané des assortiments en mesures et en modèles.

Il faut augmenter, dans une mesure considérablement plus grande que l'augmentation moyenne du commerce au détail, le trafic des articles techniques et électriques modernes assurant aux travailleurs le confort et le délassement. Pendant la période de plan on mettra en vente environ 340 000 machines à laver, 30 000 frigidaires, 30 000 aspirateurs, 20 000 cireuses, 600 000 radios, 100 000 appareils de télévision, 550 000 bicyclettes, 80 000 motocyclettes de 250 et de 125 cm³, ainsi que 60 000 bicyclettes Moped et scooters.

§ 30. Il faut assurer au cours du plan la construction de 110 000 logements. Environ un tiers devra être réalisé sur la base des investissements de l'État. Les constructions réalisées par la population devront être soutenues par des crédits d'État afin d'améliorer avant tout les conditions d'habitation des salariés.

Afin de satisfaire aux exigences que posent le tourisme et les besoins du pays, la construction de 1 000 chambres d'hôtel devra être entreprise. Il faut terminer la reconstruction des hôtels

110 000 logements seront construits en trois ans

Gellért et Royal, réaménager en hôtels quelques bâtiments de la capitale et de la province provisoirement réservés à d'autres fins.

§ 31. Il est nécessaire d'améliorer encore l'approvisionnement de la population des villes en eau potable grâce à l'extension des services des eaux existants et de la construction d'un nouveau service à Békéscsaba. Jusqu'en 1960 l'approvisionnement en eau potable de Budapest devra être augmenté de 100 00 m^3 par jour.

Afin d'améliorer l'alimentation en eau de la population rurale, il faut installer de nouvelles voies publiques, construire un certain nombre de services des eaux de moindre envergure et pourvoir à l'approvisionnement en eau potable d'environ un demi million d'habitants de la campagne, là où jusqu'à présent d'eau potable impeccable n'existait pas.

Il importe d'augmenter le nombre des consommateurs de gaz ménager d'à peu près 50 000. Il faut faire le nécessaire pour entreprendre la transformation de la structure de l'usine à gaz de la capitale et de certaines autres usines à gaz de moindre envergure.

§ 32. Les crédits consacrés à des fins sanitaires devront être affectés à l'élévation du niveau du réseau sanitaire et à son extension.

Le nombre des districts médicaux — particulièrement en province — doit augmenter d'à peu près 150. Dans la capitale et dans les villes de province plus importantes, on devra progressivement établir un système de consultation de spécialistes.

Le réseau des hôpitaux, des cabinets de consultation et des établissements médicaux devra être encore élargi. Il faut terminer, entre autres, la construction du sanatorium de Sopron, de l'hôpital de Hatvan et des centres de consultation de la ville d'Ózd et du 3e arrondissement de Budapest. Il faut entreprendre, respectivement poursuivre la construction des hôpitaux de Sztálinváros, Fehérgyarmat, Komló, Salgótarján, Miskolc, Vác, Veszprém et celui de Budapest, rue Tétényi.

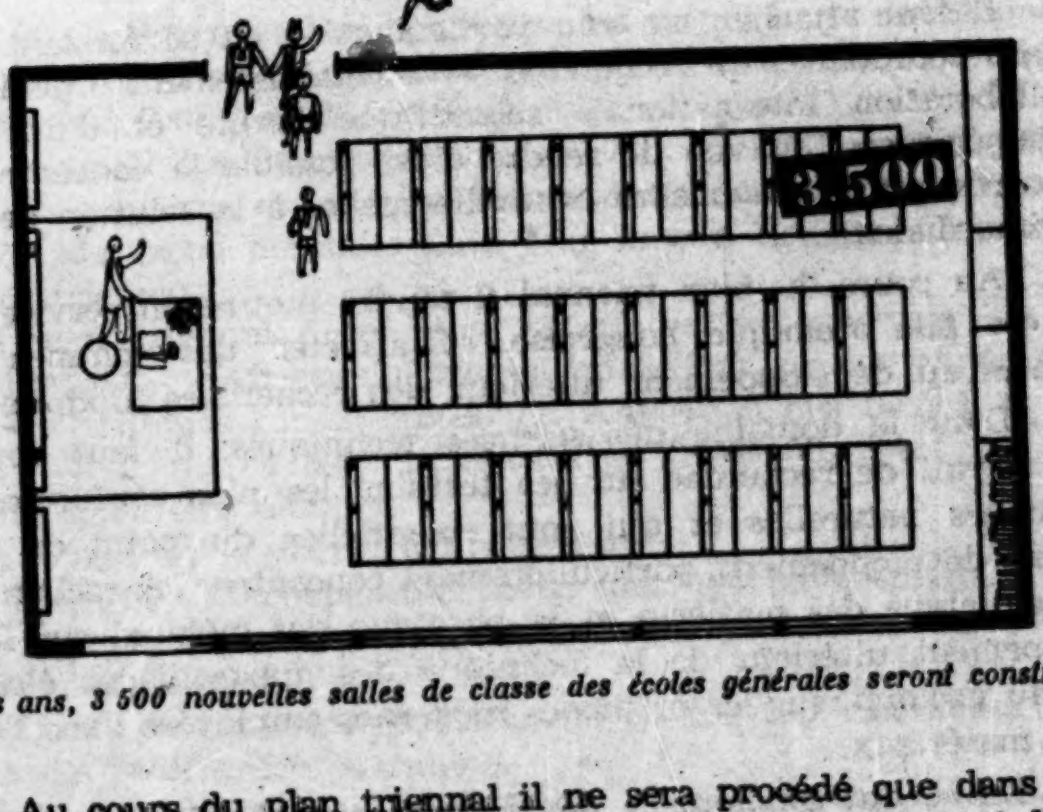
Le nombre de lits des établissements sanitaires augmentera de 2 200 et ainsi leur nombre par 10 000 habitants passera de 63 en 1955, à 70 en 1960.

Afin d'améliorer encore les soins apportés à la population âgée et invalide, on augmentera le nombre des places dans les foyers sociaux et on améliorera leur entretien.

Dans l'intérêt du développement ultérieur des possibilités de repos, il faut améliorer les conditions de nourriture et de logement, renouveler les bâtiments et les aménagements des maisons de re-

pos. Afin de mieux pourvoir aux besoins des travailleurs ainsi qu'aux exigences que posera l'augmentation du tourisme en Hongrie, le réseau des maisons de repos sur les bords du Balaton doit être développé conformément aux possibilités données.

§ 33. La majeure partie des sommes consacrées à l'instruction sera dépensée pour le développement de l'enseignement scolaire primaire. En tenant compte des sommes disponibles, la construction de 3 500 classes d'écoles sera financée, dans sa majorité, par



En trois ans, 3 500 nouvelles salles de classe des écoles générales seront construites

l'État. Au cours du plan triennal il ne sera procédé que dans une mesure limitée à l'extension du réseau des maternelles et à l'établissement de nouvelles classes de lycées.

Le nombre des écoliers de première année des écoles secondaires, ainsi que celui des étudiants de première année se maintiendra en général conformément au niveau de 1957 et il faudra en même temps tenir compte, lors de la fixation des inscriptions scolaires, des exigences qu'imposent les diverses branches de l'économie nationale. Il faut assurer les conditions matérielles nécessaires à l'élévation du niveau de l'enseignement.

Le réseau des garderies d'enfants et des établissements de pédagogie curative sera élargi, et l'on poursuivra la construction de la « Ville des Enfants » de Fót.

Dans le domaine culturel, il faut poursuivre la réalisation des investissements de plus grande importance, déjà commencés. On achèvera la construction du Théâtre d'Opérette de la capitale, du Théâtre de Miskolc et de Nyíregyháza, ainsi que celle du cinéma de Győr. Les mesures nécessaires seront prises afin de continuer la construction du Laboratoire Cinématographique.

§ 34. La tâche fondamentale de la recherche scientifique consiste à mettre à jour et à élaborer de façon scientifique les questions relatives en partie à la période du plan triennal, mais surtout aux années qui y feront suite, afin que le développement de l'économie nationale repose sur une base scientifique.

Il faut attacher un soin particulier — en se fondant sur des plans coordonnés de recherches — à l'établissement organisé d'une collaboration internationale scientifique étroite et d'un échange d'expériences, en vue de rendre ainsi possible la concentration de nos ressources matérielles et intellectuelles à la solution des tâches primordiales.

Au cours du plan triennal il faudra mettre en service la première pile atomique hongroise et affecter des sommes importantes au développement ultérieur des recherches atomiques.

Dans le domaine des sciences techniques, il faut concentrer le travail de recherche sur les terrains les plus conformes à nos données naturelles et qui sont essentielles du point de vue de notre développement, particulièrement concentrer les recherches sur la structure des matières et la physique des métaux, sur le développement ultérieur de la technique des appareillages électriques et du vacuum, sur les méthodes modernes employées dans l'examen des matériaux.

En ce qui concerne le développement des sciences agraires, la tâche principale consiste en la défense des terrains arables, le maintien de leur force de production, leur renouvellement et leur amélioration, l'amplification du rendement et de l'élevage.

Les recherches d'économie politique devront se concentrer en premier lieu sur les questions facilitant la construction du socialisme, le développement de l'économie nationale et qui peuvent aider au travail de direction.

La condition indispensable du développement de notre vie scientifique est l'application de la théorie et de la méthode du matérialisme dialectique et historique dans le domaine tout entier de la recherche scientifique.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

§ 35. Le Conseil des Ministres est mandaté afin de fixer sous forme de résolutions les plans annuels du plan triennal ainsi que les tâches qui dérivent du plan et incombent aux ministères (autorités indépendantes), aux conseils de la capitale, à ceux des départements et des villes jouissant des droits de département.

Le Conseil des Ministres pourra au besoin amender certaines prescriptions du plan triennal, sans toutefois faire atteinte à ses objectifs généraux.

Le Conseil des Ministres, le président de l'Office National du Plan, les ministres et les dirigeants des organismes directeurs de l'État devront faire le nécessaire afin d'exécuter les objectifs du plan triennal fixé dans la présente loi.

Le Conseil des Ministres, le président de l'Office National du Plan, les ministres et les organismes directeurs de l'État doivent contrôler de façon continue dans leur propre domaine l'exécution du plan triennal.

Le plan triennal devra être encore perfectionné sur la base des initiatives créatrices du peuple travailleur, de ses expériences et de ses critiques constructives. La réalisation des tâches envisagées et — là où ce sera nécessaire — le dépassement du plan pourront ainsi être assurés.

Pour réaliser le plan il est nécessaire:

d'intensifier la coopération avec tous les pays amis,

de mieux concentrer nos forces sur l'exécution des tâches primordiales du plan,

de faire du mouvement d'économies une des méthodes constantes de l'édification socialiste,

de mieux développer et d'élargir le mouvement d'innovation et d'émulation socialiste du travail,

de prêter un soin particulier aux questions de notre développement technique,

de raffermir la discipline du plan,

de renforcer la défense de la propriété sociale.

§ 36. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication, ses dispositions devront toutefois être appliquées à compter du premier janvier 1958.

István Dobi
Président du Présidium
de la République
Populaire Hongroise

István Kristóf
Secrétaire du Présidium
de la République
Populaire Hongroise

QUELQUES QUESTIONS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE HONGROISE ET LE PLAN TRIENNAL

par

JENŐ FOCK

I

Afin de juger la situation de notre économie et de fixer nos tâches immédiates et futures, il est indispensable d'apprécier le chemin parcouru depuis la libération. Les résultats obtenus et les fautes commises au cours des années passées ont une influence importante sur la situation actuelle de la vie économique; ils déterminent à plusieurs égards les tâches de l'édification socialiste pour les années à venir. Il faut en outre tenir compte des dommages que la contre-révolution a entraînés ainsi que des nouvelles circonstances résultant du relèvement du niveau de vie durant les deux dernières années; et enfin des résultats obtenus et des insuffisances de notre travail depuis la contre-révolution.

Jetons tout d'abord un coup d'oeil sur les résultats obtenus au cours des dernières années.

Depuis la libération, nous avons assisté dans notre pays à un essor politique et économique de vaste envergure. Sur les ruines du fascisme de Horthy, nous avons construit, après la seconde guerre mondiale, un pays neuf, plus beau et plus riche. Au cours des treize dernières années, notre pays est devenu, du pays des propriétaires fonciers et des capitalistes, celui des travailleurs, et ce à titre définitif. Avant la libération, les usines, les banques, les mines appartenaient aux capitalistes et aux banquiers. Presque la moitié de la surface arable du pays était propriété des

hobereaux et des koulaks. La Hongrie était le pays des « trois millions de gueux ». La Hongrie d'avant la libération était un pays agraire sous-développé. Une partie considérable de notre équipement industriel avait été emmené ou détruit par les fascistes. Ce fut un pays arriéré et pillé qui nous échut en héritage.

Après la libération, la réforme agraire de 1945 a apporté une transformation dans la structure de l'agriculture. Dans les autres secteurs de l'économie nationale, ce furent les nationalisations de 1946 et de 1948/49 qui entrainèrent un changement essentiel dans les rapports de propriété. Cette transformation très importante se reflète fort bien dans la répartition du revenu national. En 1956 le secteur nationalisé produisait 59 pour cent du revenu national, les coopératives 12 pour cent, le secteur privé (paysannerie individuelle, artisanat, etc.) produisant 29 pour cent.

Avant la libération, sauf pendant la guerre, la Hongrie souffrait continuellement de chômage. Avec la transformation socialiste, le chômage a cessé. L'importance numérique de la classe ouvrière, force dirigeante du pays, a sensiblement augmenté, ainsi que sa proportion à l'intérieur de toutes les catégories de salariés. De 332 000 qu'il était en 1938, le nombre des ouvriers d'usine est passé à 705 000 en 1957.

La modification des rapports de production, l'introduction d'une économie planifiée ont ouvert de larges possibilités à l'expansion des forces de production et à l'accroissement de la production. Dès 1955, la production d'ensemble de l'industrie était deux fois et demie ou même trois fois plus importante que celle de 1938. Ce développement considérable est dû surtout à l'accroissement numérique de la classe ouvrière et partiellement à l'augmentation de la productivité. Le fait que le revenu national a augmenté en un laps de temps relativement court (et malgré les fautes commises) d'environ 50 pour cent illustre et résume fort bien l'essor de l'économie nationale.

Grâce à l'augmentation du revenu national, le niveau de vie de la population s'est accru de façon non négligeable, sa situation matérielle et culturelle s'est améliorée. Le revenu réel des ouvriers et employés a augmenté entre 1949 et 1956 (malgré une stagnation et une chute passagères) d'environ un tiers. Le salaire réel par tête s'est accru dans une moindre mesure: de 17 pour cent. Le revenu réel a augmenté plus rapidement parce que le nombre des employés et la proportion des travailleurs au sein des familles se sont accrus de façon considérable. Le revenu réel de la paysannerie a augmenté pendant cette même période de presqu'un tiers.

Une transformation révolutionnaire, dont témoignent des résultats très importants, s'est également produite dans la vie culturelle depuis la libération. Une partie de la population rurale était illettrée même en 1938. L'enseignement secondaire et supérieur étaient pratiquement refusés aux enfants des ouvriers et paysans. Depuis 1945, nous avons institué, au lieu de l'ancienne école dite élémentaire, l'école »générale« de huit classes. L'enseignement secondaire et supérieur ont été étendus. Au cours de l'année scolaire '956/57, 33 pour cent des étudiants étaient d'origine ouvrière et 22 pour cent d'origine paysanne. Le nombre des élèves s'est également multiplié.

Ces données — qui ne constituent qu'une faible part des indices montrant le développement du pays — illustrent d'une manière convaincante l'efficacité du travail accompli au cours des années passées. Nous n'aurions pas pu obtenir ces résultats si nous n'avions pas construit une société nouvelle, celle du socialisme. Cependant, nous devons clairement voir que nos résultats auraient été plus grands si des fautes, connues maintenant de tous, n'avaient pas été commises dans la direction des affaires de l'État et du Parti. Celles-ci ont rendu plus difficile, elles ont parfois même empêché que nous utilisions à fond les possibilités de développement du pays offertes par le régime de démocratie populaire.

Voyons donc de plus près *de quelles fautes est-il question et pourquoi est-il important de passer en revue les anciennes lacunes de la politique économique?*

Étudions d'abord cette dernière question. Tout le monde sait que le IIe Congrès du PTH qui avait majoré les objectifs du plan quinquennal a fortement influencé l'évolution de la vie économique hongroise. Puis, vers le milieu de l'année 1953, la politique économique subit un changement nouveau. Les deux changements — bien que de tendances contraires — relevaient de sensibles fautes économiques. Les fautes commises jusqu'en 1953 furent encore aggravées par les mesures économiques déviationnistes de droite prises à la suite de juin 1953. Nous n'avons pas encore dressé un bilan profond, complet, basé sur des méthodes scientifiques de la politique économique d'avant et d'après 1953. On nomma bel et bien une commission après juin 1953 à laquelle fut confiée l'analyse de la politique économique des années précédentes, mais elle ne remplit pas sa tâche, et, en ce qui concerne les fautes commises, le Parti ne prit position que dans les grandes lignes. On souligna tantôt tel et tel aspect des fautes, mais elles ne furent pas analysées dans leur ensemble. Le défaut d'un tel examen marxiste-léniniste

contribuait, sans parler des autres facteurs, aux improvisations hâtives et aux tergiversations qui caractérisaient la vie économique jusqu'à la contre-révolution.

Il faut donc faire cet examen sans quoi le danger de retomber à l'avenir dans ces fautes ou dans des fautes similaires demeure. Sans compter que l'examen critique des expériences acquises au cours des années passées, tant positives que négatives, peut nous aider à trouver les méthodes les plus propices de notre expansion économique.

Bien entendu, l'analyse de la politique économique de la période mentionnée ne saurait se faire sans la participation active de tous les économistes. Pour qu'elle puisse se faire, il faut que ceux-ci étudient sérieusement les problèmes de l'expansion économique, y compris les fautes commises en matière de politique économique.

Or, nous avons certaines expériences désagréables, remontant à l'époque précédant immédiatement la contre-révolution, concernant les discussions menées par les économistes. Nous devons en tirer la leçon, à savoir que les discussions — y compris les discussions concernant l'économie — doivent se dérouler sous l'égide du Parti et sur la base de la doctrine socialiste.

En nous appuyant sur les positions du marxisme-léninisme, tenant compte de la politique du Parti, nous repousserons toutes vues erronées ou néfastes. La critique saura mettre à jour leur contenu de classe, les représentants et les propagateurs de telles conceptions seront démasqués. Naturellement, il se peut que tout le monde ne soit pas d'accord, tout au moins provisoirement, sur certaines questions et sur tous les points. Il n'est pas juste d'imposer une entente en se jetant à la tête des épithètes de dogmatiques et de révisionnistes, au lieu de recourir à des arguments convaincants.

Seuls peuvent apporter leur aide au Parti dans l'examen des problèmes économiques ceux qui reconnaissent et se rendent compte que les rapports sociaux et économiques du pays ont subi, au cours des 13 dernières années, un changement fondamental. Les succès de l'économie planifiée ont, et ceci malgré les fautes commises, provoqué un essor économique tel que le pays n'avait pas connu durant le régime capitaliste d'avant la libération même pas pendant plusieurs dizaines d'années. Pour avoir méconnu cette vérité, une partie de nos économistes ont glissé, pendant la période précédant la contre-révolution, sur les positions de l'ennemi de classe.

Nous sommes persuadés que c'est en vain maintenant d'attendre une aide de ceux qui ne voient toujours pas clair dans cette question. Celui qui ne critique pas, n'analyse pas les fautes commises au cours de l'édification socialiste des positions socialistes mêmes, celui-là ne saurait que nuire à la cause du socialisme.

Au cours des années précédant la contre-révolution lorsque les conceptions révisionnistes étaient très répandues, on posa la question de savoir si *d'une manière générale il était juste de s'engager, en Hongrie, dans la voie de l'industrialisation socialiste;* ne serait-il possible d'assurer le développement économique de la Hongrie par une autre voie, par exemple en mettant l'accent sur l'agriculture. De telles discussions ont eu lieu de façon démagogique ou même de façon ouvertement hostile lors de la contre-révolution.

La réponse à cette question est absolument claire. La voie de l'industrialisation socialiste est juste et nécessaire. Seule l'industrialisation est capable de garantir la base matérielle et technique à l'édification socialiste, à l'entrée en jeu de la loi fondamentale de l'économie socialiste. Seule cette voie permet de doter toutes les branches de l'économie nationale des instruments de travail, des matériaux nécessaires et d'approvisionner la population en articles de consommation.

Sans industrialisation, l'augmentation du revenu national est fort lente. Par conséquent, sans industrialisation, le relèvement du niveau de vie se trouve ralenti ou même arrêté.

Sans industrialisation socialiste on ne saurait garantir le plein emploi de la population, surtout dans un pays comme le nôtre où la densité de la population est relativement grande.

La classe ouvrière, base solide de la société socialiste, se développe et s'accroît parallèlement à l'industrialisation. Renoncer à la politique d'industrialisation, c'est renoncer au renforcement de la base sociale de l'édification socialiste.

L'industrialisation est la condition indispensable à l'établissement et à la sauvegarde de l'indépendance nationale. Sans industrialisation, il n'est pas possible de mettre sur pied une armée moderne. La Hongrie appartient au système mondiale socialiste, elle en est partie intégrante. L'indépendance des pays du camp socialiste, face aux tendances impérialistes, dépend pour une large part du degré de développement de leur industrie. Un pays édifiant le socialisme ne saurait être indépendant de façon durable face aux impérialistes s'il en est réduit à la dépendance économique. Dans la lutte entre les deux systèmes mondiaux, dans la concurrence

pacifique entre socialisme et capitalisme, une industrie coordonnée avec celles des autres pays socialistes revêt une énorme importance.

J'estime qu'il est inutile d'apporter d'autres arguments, car ils sont connus de tous. Il me semble que le caractère nécessaire de l'industrialisation socialiste est évident et n'exige pas d'autres développements pour ceux qui ont approfondi tant soit peu les aspects théoriques et pratiques de la question.

J'ajouterai cependant que l'industrialisation n'est pas une voie nécessaire à la seule construction du socialisme. Elle se trouve mise à l'ordre du jour dans tous les pays qui en général se sont proposés de raffermir leur indépendance nationale et la prospérité de leur vie économique. Elle est actuellement en cours aussi bien en Inde, en République Arabe Unie que dans d'autres pays.

Une autre question souvent débattue concernant l'analyse des fautes du passé est de savoir *s'il était juste et s'il demeure juste de fixer dans notre pays la primauté du développement de l'industrie lourde;* est-il juste d'imprimer un essor plus rapide à l'industrie lourde qu'à l'industrie légère? Il faut également, à propos de cette question, formuler notre position de façon sans équivoque.

La primauté du développement de l'industrie lourde était et demeure toujours juste. Les erreurs de la politique économique antérieure ne résident pas dans le fait que l'industrie lourde devait se développer plus rapidement que l'industrie légère, mais dans le mode de développement, dans la cadence de développement de celle-là. La Hongrie, bien qu'elle soit un petit pays relativement pauvre en matières premières, aura toujours la possibilité, grâce à la division du travail effectuée au sein du camp socialiste, d'accomplir le développement accéléré de l'industrie lourde. Il faut donner une impulsion, dans les cadres de l'industrie lourde, aux branches qui sont le mieux dotées ou les plus rentables et qui sont les plus favorables du point de vue du commerce extérieur hongrois. L'erreur consistait justement à ne pas avoir profité au maximum, en matière de développement de l'industrie lourde, de ces possibilités.

Pourquoi la primauté du développement de l'industrie lourde se revèle-t-elle comme un principe juste dans notre économie nationale aussi?

Dans le processus de la reproduction élargie, les besoins croissent plus vite dans les produits de l'industrie lourde que dans ceux de l'industrie légère. Ce processus s'impose même dans l'économie capitaliste. La différence est cependant que tandis qu'en économie socialiste on satisfait d'une manière consciente aux exigences de

cette loi, en économie capitaliste elle joue d'une manière spontanée et à travers de crises économiques.

D'habitude on ne conteste guère le principe même de la primauté de l'industrie lourde. Là où les opinions s'affrontent c'est l'application de cette loi aux conditions hongroises. Les arguments opposés prennent pour point de départ le fait que, dans le cas de la Hongrie, le commerce extérieur est trop important par rapport au revenu national. Ce qui signifie que notre pays participe pour une large part à la division internationale du travail. Il nous serait donc possible de fabriquer certains produits en quantités dépassant les besoins nationaux, tandis que certains autres articles ne seraient produits qu'en quantité restreinte, sinon nulle, et nous pourrions échanger le surplus par le canal du commerce extérieur contre les produits qui font défaut. Aussi les contradicteurs nous opposent-ils: ne serait-il possible de renoncer en Hongrie au principe de la primauté de l'industrie lourde et de satisfaire aux besoins relativement plus exigeants en produits d'industrie lourde grâce au commerce extérieur, en augmentant les autres exportations.

Or, il se trouve que cette voie n'est pas praticable et que ce n'est pas là une solution.

La primauté donnée à l'industrie lourde signifie la création et l'essor de la base matérielle, technique de l'économie nationale. Au fond, aucune économie moderne ne peut renoncer au développement accéléré de l'industrie lourde. Dans l'édification socialiste, dans l'établissement matériel-technique du socialisme on ne peut absolument pas y renoncer.

Pour ce qui est du commerce extérieur, ici les exigences sont juste à l'opposé de ce que prétendent les contradicteurs. La Hongrie, justement parce qu'elle est un petit pays et parce qu'elle est plutôt dépourvu de matières premières, déploie une activité importante dans le commerce extérieur. Et le développement économique impose encore son extension. Les produits relevant de l'industrie lourde occupent une place prépondérante tant dans le trafic avec les pays socialistes qu'en celui avec le marché capitaliste. Les calculs prouvent que ce sont les produits de l'industrie lourde qui assurent, à la longue, l'équilibre de la balance commerciale, sa solidité et le payement de nos dettes. Qu'on me permette de rappeller quelques produits hongrois de réputation mondiale comme nos moteurs Diesel, les autorails hongrois. Mais je pourrais mentionner encore certains produits de première importance pour notre commerce extérieur comme nos produits de télécommunication, nos instruments de précision, nos installations de haute tension et

d'autres produits de constructions mécaniques. L'exportation de ces produits est rentable. L'augmentation de l'exportation est possible et désirable, et nous disposons, pour renforcer et relever le niveau technique, d'une armée de spécialistes dont les résultats sont connus dans le monde entier.

En résumé: la politique de la primauté de développement de l'industrie lourde est une politique économique juste et judicieuse, même en tenant compte des conditions spécifiques de l'économie nationale hongroise.

Au cours des pages suivantes *nous allons examiner de plus près* — sans prétendre toutefois à une analyse complète — *les fautes commises*, ainsi que *la part qu'elles occupent dans nos difficultés économiques actuelles.*

On ne saurait séparer les lacunes relevées lors de l'examen de la politique économique antérieure des erreurs contenues dans les objectifs politiques. *Il y a une interdépendance entre la politique et l'économie.* Une modification de la situation politique peut aboutir à un changement des conditions économiques, et une modification de la situation peut conduire à mettre à l'ordre du jour d'autres questions ou d'autres tâches politiques. Des erreurs non négligeables s'étaient glissées dans la fixation des objectifs politiques des années passées, ce qui influença la politique économique. C'est ainsi qu'en 1951 le IIe Congrès du Parti des Travailleurs Hongrois a surestimé les ressources latentes de l'économie nationale et a majoré de façon excessive les prévisions du premier plan quinquennal. De nombreux facteurs y avaient contribué; par exemple, la situation internationale était jugée d'une façon erronée (l'hypothèse d'un danger immédiat de guerre mondiale), les ravages du culte de la personnalité, l'imitation mécanique des expériences soviétiques, etc. A la suite de tout cela, nous avons prélevé une très grande part sur le revenu national pour l'accumulation, ce qui entraîna la réduction de la part du revenu national destinée à la consommation. D'où la stagnation, respectivement la chute passagère même du niveau de vie de 1951 à 1953. Il est évident que cela montrait la conception subjective, volontariste des dirigeants d'alors dans la direction et dans les méthodes de direction de l'économie. Cette ligne de conduite politique et économique allait contre la loi fondamentale de l'économie socialiste.

Les objectifs fixés d'une manière excessive et volontariste aboutissaient à d'autres conséquences négatives. Nous nous sommes fixés des buts trop élevés pour nos ressources matérielles. Cela a produit une déformation dans notre politique des investis-

sements dans le sens que nous avons entrepris la construction de plus d'usines et d'établissements que nous ne pouvions achever avec nos moyens matériels dans les délais techniquement normaux. Par conséquent, toute une série de travaux de construction traînaient et leur mise en service était en retard de plusieurs années. Les valeurs ainsi accumulées constituaient pendant des années un poids mort sans concourir à l'accroissement du revenu national. Un tel éparpillement des investissements eut une influence négative sur le développement, la cadence de l'augmentation du revenu national. Par ailleurs, l'efficacité des investissements s'est encore trouvée diminuée par suite de la part excessive réservée aux travaux de construction face aux investissements de l'équipement.

La politique économique du passé a réalisé le développement industriel et la primauté de l'industrie lourde de telle manière que la structure de l'industrie et de l'agriculture n'étaient pas conformes aux possibilités, aux capacités de notre économie populaire et aux exigences de la satisfaction des besoins de la population. La rentabilité de notre production a été freinée par le fait que certaines branches n'avaient pas été développées de façon suffisamment verticale pour arriver au maximum de rentabilité, afin d'élever le plus possible le revenu national.

Prenons un exemple. Les richesses de la Hongrie en bauxite sont appréciables à l'échelle mondiale. Il est donc juste d'imprimer un grand essor à la production d'aluminum. Sur la base de notre situation favorable en matière première, nous avons donné une impulsion relativement puissante à l'industrie de l'aluminium, mais seulement jusqu'à l'étape de la fabrication des blocs d'aluminium. Nous n'avons pas suffisamment étendu la capacité de produits semi-finis (plaques d'alliage) et finis. Aussi avons nous exporté, outre la bauxite et l'alumine, de blocs d'aluminium, ce qui correspond au fond à une exportation d'énergie. Du moment que nous n'avions pas assez de moyens pour créer une capacité de façonnage à la mesure de la capacité d'alumine et de blocs d'aluminium atteinte, il eût mieux valu d'imprimer à l'industrie d'aluminium une extension plus réduite mais beaucoup plus verticale.

Par suite des raisons déjà mentionnées et pour d'autres raisons similaires, des disproportions se sont manifestées dans l'économie nationale.

La cadence excessive de l'augmentation de la production aboutissait dans la production industrielle à une telle insistance unilatérale sur les résultats quantitatifs que les nécessités de la rentabilité se sont trouvées reléguées à l'arrière-plan. Celles du

développement technique se sont trouvées également reléguées à l'arrière-plan, tant en ce qui concerne la technologie que le niveau technique des produits et la capacité de concurrence internationale. C'était là l'une des raisons des difficultés éprouvées dans le domaine du commerce extérieur.

Une autre faute, caractéristique et bien connue, de cette époque consistait à obtenir un développement violent par des moyens administratifs, de la collectivisation de l'agriculture, au lieu de créer des conditions objectives matérielles et subjectives à une collectivisation plus importante. Les progrès obtenus dans la marche vers une agriculture intensive étaient très lents, plus lents que ne l'auraient exigé le caractère et les conditions de notre agriculture.

L'évolution défavorable de la structure de l'agriculture a abouti à un manque presque constant de fourrages, ce qui freina le développement de l'élevage. La quantité de matières produites par l'agriculture n'était pas suffisante, elle non plus.

Par suite de la fixation d'objectifs excessifs, dépourvus de bases matérielles, on en arriva à ne pas pouvoir rétablir la fertilité du sol, sans parler d'une augmentation efficace de celle-ci. La mécanisation de l'agriculture n'était pas à la hauteur des nécessités; il n'y avait pas assez de tracteurs universels et de machines d'opération.

Quels sont les effets de ces fautes passées sur la situation économique actuelle?

Nous avons réalisé, au cours des dix-huit mois passés, des progrès essentiels vers la liquidation des méthodes de planification volontaristes et les prévisions du plan ne sont absolument pas exagérées. Elles ne comportent pas des tâches dépassant nos ressources matérielles.

On n'insiste plus d'une manière aussi excessive sur l'augmentation quantitative de la production, et les différentes mesures de politique et de direction économique ont permis de faire reposer tout le processus productif sur des bases plus solides. Cela permet, au lieu de recourir à des improvisations hâtives, une amélioration essentielle de la rentabilité, du développement de l'équipement et en général des indices qualitatifs de la production. Nous avons tiré des leçons analogues de la politique économique du passé pour traiter de nombreuses questions agricoles.

Bien entendu, en mettant en lumière les sources des fautes passées de la politique économique et en liquidant successivement leurs raisons profondes, nous n'avons que partiellement accompli

notre tâche. Il faut se rendre compte que les conséquences économiques des fautes du passé existent toujours dans l'économie nationale. Celles-ci ont une influence décisive, pour plusieurs années encore, sur la fixation des buts et des tâches dans le développement de l'économie populaire.

La structure de notre industrie ne répond pas en tout à nos conditions, à la consommation nationale et aux exigences du commerce extérieur. Cela fait que nous devons, durant les années à venir, apporter une amélioration progressive dans les disproportions de la structure de l'industrie. La majeure partie des investissements doivent être employés à cette fin.

Le montant des *investissements* inachevés dans l'économie nationale est dangereusement élevé. Il y a de nombreux chantiers en souffrance, de nombreux investissements ralentis dans le passé par manque de moyens matériels. Cela signifie qu'une partie des capitaux ainsi improductifs depuis de longues années ne sauront être utilisés encore pendant plusieurs années, par suite des possibilités d'accumulation réduites, à l'accroissement du revenu national. Pour avoir négligé le renouvellement de l'équipement, nous ne sommes pas en mesure de développer le niveau technique, nous ne pouvons pas rattrapper à une cadence rapide le niveau de la technique internationale. A la suite des erreurs commises dans l'agriculture, nous ne pouvons avancer qu'à un rythme moins rapide dans l'augmentation du rendement moyen, dans la mécanisation et dans l'amélioration de la qualité, ainsi que dans l'accroissement des exportations et dans la réorganisation socialiste.

Si *nous avons des obligations et des dettes à payer,* aussi bien aux pays amis qu'aux pays capitalistes, c'est pour une bonne part à la politique économique du passé que nous le devons. Leur amortissement ou l'acquittement des intérêts pèsera naturellement sur l'économie nationale au cours des années à venir. Cela diminue encore nos ressources matérielles disponibles pour le développement de l'économie nationale.

A la lumière de ce qui vient d'être exposé, il est évident que nous devons tirer une double leçon des erreurs de la politique économique du passé. La première est qu'il nous faut, grâce à l'analyse de ces erreurs, éviter d'y retomber. La seconde leçon c'est que nous devons toujours compter avec les conséquences économiques de ces fautes qui se font sentir dans notre économie nationale. En fixant nos plans nous devons faire en sorte que ces effets négatifs diminuent ou cessent d'agir.

En examinant la politique économique du passé, nous devons soigneusement distinguer les leçons justes et injustes. Les fautes ne doivent être ni sous-estimées ni exagérées, car cela irait au détriment de notre politique économique. Il faut tirer encore une autre leçon de tout cela: en examinant la politique économique des années passées, nous ne devons pas seulement analyser les phénomènes négatifs. Examinons aussi les progrès qui ont été obtenus. Analysons les succès, les phénomènes positifs et tirons-en des leçons susceptibles de nous aider dans notre travail.

Nous avons encore beaucoup à faire tant pour ce qui est l'examen du passé que pour d'autres problèmes économiques. Il reste encore de nombreuses questions théoriques et pratiques à résoudre et à élucider. J'estime que nos ingénieurs et cadres, nos travailleurs industriels ont d'ores et déjà accordé, par les succès remportés dans le travail pratique, une aide sérieuse à l'éclaircissement des problèmes en discussion dans la politique économique. Sans offenser les économistes, je dois dire qu'il me semble que les techniciens sont en avance sur eux dans l'« examen » des erreurs de la politique économique du passé. Je citerai en exemple l'Exposition des Télécommunications, ouverte il y a quelques semaines à Budapest. Les ingénieurs, les techniciens, les chercheurs travaillant dans les télécommunications y ont exposé leurs réalisations industrielles et scientifiques. Cette Exposition a montré que les ingénieurs et les savants de notre industrie possèdent les connaissances nécessaires pour obtenir des résultats comptant à l'échelle internationale.

Je pense que les économistes hongrois, eux aussi, possèdent la formation, les connaissances effectives, le savoir théorique leur permettant de faire un pas en avant dans le domaine de l'économie politique hongroise. Nos économistes peuvent être sûrs que le Parti leur prêtera tout le soutien nécessaire dans leur courageux travail de recherche, basé sur les enseignements du marxisme-léninisme.

•

Voyons maintenant quels effets ont entraînés sur notre situation économique les dommages économiques provoqués par la contre-révolution, quelle influence ils exercent sur son évolution ultérieure.

Les ravages de la contre-révolution ont été graves en matière économique également. Ils se traduisent par des pertes chiffrables qui ont freiné ou remis en question les progrès déjà obtenus. Outre les dommages effectifs — subis par les immeubles, matériaux, stocks de marchandises — le revenu national marque une baisse

de 11 milliards environ en 1956. Le total des dommages causés à l'économie nationale par la contre-révolution se monte à 22 milliards.

Les dommages provoqués par la contre-revolution n'ont pas eu des conséquences immédiates en 1957 sur le niveau de vie de la population. Le maintien du niveau n'a été possible que grâce aux importants crédits que les pays amis se sont empressés de nous fournir dans des conditions très favorables. En définitive, la réparation de ces dommages a donc abouti à une augmentation considérable des dettes du pays. Il importe de savoir que ce sont les crédits ouverts par l'Union Soviétique qui ont permis de couvrir les obligations contractées vis-à-vis des capitalistes, obligations fort onéreuses et payables à court terme. Cela nous a grandement aidé à contrecarrer la politique de discrimination qui est celle des capitalistes, et cela a en même temps facilité le développement du commerce extérieur. Bien entendu, les crédits octroyés par les pays amis devront être remboursés. Cela veut dire qu'au cours des années à venir une partie du revenu national devra être consacrée au remboursement de nos dettes, c'est-à-dire à la compensation des dommages provoqués par la contre-révolution. Cela diminuera la part du revenu national qui pourra être versée à l'accumulation et à la consommation. C'est dans ce sens-là que notre progrès s'est ralenti. Il va de soi que, si ces dommages n'avaient pas existé, les mêmes sommes auraient pû être employées pour hâter le développement de l'économie nationale, donc en dernière analyse à un relèvement plus rapide du niveau de vie.

Il faut encore ajouter que la contre-révolution, en dehors des dommages matériels, a provoqué d'importants préjudices moraux. La discipline civique et la discipline du travail, la protection de la propriété sociale se sont fortement relâchées. Le spéculation et la corruption se sont développées. Bien que ces phénomènes négatifs disparaissent de plus en plus, il n'en demeure pas moins que leurs effets sont toujours sensibles dans notre vie économique.

•

Comme nous le savons, en 1957, notre Parti pensait que le niveau de vie devait être relevé, malgré la difficulté des conditions économiques. Cela s'est accompli et le niveau de vie de l'immense majorité de la population a sensiblement augmenté.

La question se pose: *dans les conditions données, cette position du Parti était-elle juste, le relèvement du niveau de vie était-il justifié?*

Nous avions pris pour point de départ le fait qu'il fallait remédier aux insuffisances de plusieurs années, des années pendant lesquelles le niveau de vie était en stagnation, ou parfois même en baisse. Il nous fallait, par ailleurs, tenir compte du fait qu'à la suite des mesures de politique économique visant l'agriculture, surtout de la suppression des livraisons obligatoires et de l'introduction de la méthode des achats massifs, le niveau de vie de la paysannerie connut une brusque amélioration. Il était évidemment nécessaire que le niveau de vie de la classe ouvrière connût un relèvement parallèle.

En prenant la décision de relever le niveau de vie, nous avons escompté que notre classe ouvrière et notre paysannerie laborieuse comprendraient notre politique et, partant, que la consolidation de l'économie s'accélérerait, l'équilibre de l'économie nationale serait rétablie plus tôt. Cette hypothèse, cette confiance du Parti était juste. Le relèvement du niveau de vie a contribué à son tour à ce que le rythme de la consolidation soit plus rapide que ce qu'il avait été prévu.

Il faut constater sans équivoque que la politique du Parti visant à l'augmentation du niveau de vie, a été juste et efficace au cours de l'année écoulée. Toutefois, des erreurs se sont glissées dans l'exécution de la politique économique: des disproportions se sont manifestées dans le niveau des salaires dans certains domaines. Cela s'explique avant tout par le relâchement de la discipline qui prévalait encore à la suite de la contre-révolution même en 1957, et aussi par la course à la popularité de certains dirigeants, attitude injuste qui doit être condamnée.

Il faut parler encore *des effets du relèvement du niveau de vie sur notre situation économique et de l'influence qu'il exercera sur nos progrès ultérieurs.*

J'ai déjà mentionné les effets positifs du relèvement du niveau de vie: il ne faut pas cependant perdre de vue d'autres effets également importants pour les progrès futurs de notre politique économique. La population consomme davantage de denrées alimentaires, il en reste donc moins à exporter. La consommation des articles textiles et des divers produits industriels a également augmenté. Cela a abouti d'une part à ce qu'il nous faut importer davantage de matières premières, d'autre part à ce que nous ne pouvons exporter autant et par conséquent, il nous est plus difficile de payer les matières premières importées. Il est évident que si nous employons une partie plus grande du revenu national à la consommation, la partie réservée à l'accumulation et aux investisse-

ments doit forcément diminuer. C'est ce qui explique notamment le fait — sans rappeler les autres raisons déjà mentionnées — que nous ne pourrons investir, dans les années à venir, que des sommes relativement modiques. Et bien que ces sommes doivent augmenter d'année en année, leur augmentation sera relativement lente.

•

On connaît la cadence extrêmement rapide de la consolidation de l'économie nationale en 1957. Le redressement de la vie économique s'est opéré beaucoup plus vite que prévu. Au cours de l'année dernière, les différents indices de production, pour ce qui est de la productivité et du prix de revient, ont été dépassés. Au début de l'année dernière le danger d'inflation, de chômage et de baisse du niveau de vie nous menaçait. Tout cela est révolu et le caractère des tâches économiques qui nous incombent maintenant a radicalement changé. Le processus de la consolidation économique s'est achevé en 1957, et à l'heure actuelle il ne s'agit plus seulement de redressement mais aussi de prendre des décisions au sujet de la cadence et des perspectives du développement socialiste.

En confrontant le niveau de la production de 1957 avec celui de l'année 1955, on verra à quel point notre situation économique s'est consolidée. Cette comparaison montre qu'en 1957 nous avons dépassé nos plans et nous avons produit 6 pour cent de plus dans le domaine industriel qu'en 1955. Le beau temps et les mesures de politique économique qui, sans parler de leurs autres effets, ont exercé une influence heureuse sur l'état d'esprit de la paysannerie, favorisent la production agricole.

La comparaison n'est pas aussi favorible pour autres indices de la production. C'est ainsi par exemple, que la production par tête d'ouvrier était en 1957 de 2 pour cent au-dessous du niveau de 1955, c'est-à-dire que la productivité a baissé. Il est vrai par contre qu'au cours du dernier trimestre de l'année la productivité a déjà dépassé de 8 pour cent celle de 1955. Les frais de production dépassent, à la suite de l'augmentation de salaires qui a été décidée, de trois et demi pour cent environ ceux de 1955.

Nous avons aussi dépassé nos plans d'investissement; mais c'est peut-être le secteur où le manque de discipline s'est fait le plus sentir dans la planification. Par conséquent, le montant des investissements inachevés s'est accru au lieu de diminuer.

En dehors de la consolidation rapide qui s'inscrit à notre actif comme un gros succès, le manque de discipline à l'égard du plan, du travail, l'insuffisante protection de la propriété sociale, le gaspillage se manifestent encore dans certains domaines.

Nous avons réussi en 1957 à mettre de l'ordre dans la situation des stocks, tant en ce qui concerne les stocks de l'industrie que ceux du commerce intérieur. Les graves tensions qui existaient auparavant dans l'approvisionnement en énergie et dans le domaine de plusieurs matières premières importantes et qui avaient entraîné des troubles plus ou moins grands dans la production en la désorganisant, ont cessé. Quant aux stocks du commerce intérieur, bien que nous n'ayons pas réussi encore à garantir un approvisionnement satisfaisant dans tous les articles, la quantité des stocks disponibles est satisfaisante; et nous avons même des surplus de nombreux produits.

Le processus de développement commencé en 1957 s'est poursuivi durant les quatre premiers mois de l'année d'une manière pratiquement favorable. Le plan de production industrielle a été dépassé de 5 pour cent. Les plans d'achats massifs ont été en général réalisés, mais nous sommes en retard avec la volaille et le porc engraissé.

L'évolution du commerce extérieur a été favorable, elle aussi. Le plan des exportations a été dépassé de 11 pour cent au cours du premier trimestre.

Les données de la circulation fiduciaire montrent nettement la confiance de la population dans la politique économique du Parti. Les rentrées d'argent de la population ont eu lieu conformément aux prévisions du plan, mais en même temps on assiste de la part du public à une forte tendance à l'épargne individuelle ce qui prouve sa confiance en la solidité de la monnaie. La population s'engage de plus en plus dans la voie de l'épargne individuelle, ce qui se traduit par une augmentation sensible des dépôts de caisse d'épargne. Ce fait très positif et hautement favorable contribue pour sa part à l'accumulation des stocks du commerce intérieur qui vont au-delà des prévisions. Bien entendu, la raison majeure de l'accroissement des stocks n'était pas là; il s'explique beaucoup plus par un changement imprévu de la structure de la consommation à laquelle ni les stocks ni les commandes passées par le commerce intérieur ne correspondaient pas.

Les enseignements de l'année 1957 et de l'année en cours montrent en général que les mesures de politique économique prises par le Parti sont fructueuses dans l'ensemble de l'économie natio-

nale. Ils montrent cependant aussi que nos plans ont jusqu'ici sous-estimé les résultats de notre juste politique économique. Cela indique pour l'avenir que du point de vue de nos perspectives nous disposons de réserves importantes, jusqu'à présent insoupçonnées. Elles pourraient rendre nos progrès bien plus rapides.

Il me semble que cet exposé a mis en lumière les principaux facteurs qui caractérisent la situation économique. On voit par ailleurs que notre politique économique tient compte des expériences de la politique économique antérieure. Elle s'efforce d'en éviter les erreurs, et elle met à profit et développe ses résultats. Notre politique économique tient compte de la situation survenue à la suite de la contre-révolution et des succès et des insuffisances qui se manifestent depuis.

La politique économique arrêtée après la contre-révolution s'est avérée juste. Les mesures du Parti, fondées sur ses thèses relatives à l'agriculture, ont apporté des modifications considérables dans le domaine de l'agriculture. Grâce à elles, la paysannerie produit avec plus d'entrain, le processus de réorganisation socialiste évolue favorablement, la structure de la production agricole se développe dans le sens désiré.

Les mesures prises dans le secteur de l'industrie ont eu pour résultat la suppression des plans aux exigences trop élevées, les exigences de la rentabilité et du développement de l'équipement sont revenues au premier plan. Par ailleurs, le renflouement des stocks de matériaux permet d'imprimer à la production une cadence égale, à l'abri des « finish ».

Les mesures prises en faveur d'un sain développement de la production des artisans et des coopératives artisanales se sont avérées, elles aussi, justes et durables.

Les succès de notre politique économique, plus juste que la précédente, se manifestent de plus en plus, ce qui nous donne de l'assurance pour notre travail futur, pour la réalisation des grandes tâches qui restent à accomplir.

II

Jetons maintenant un regard sur notre plan triennal, surtout pour voir *comment nous allons consolider les résultats obtenus jusqu'à présent et quels progrès nous avons réalisés dans la réparation des erreurs passées.*

L'objectif principal du plan triennal est d'augmenter, d'une manière continue mais modeste, les salaires réels et les revenus

réels; de garantir, dès la fin de 1958, l'équilibre de la balance internationale des payements de l'économie populaire; de satisfaire intégralement aux obligations des échéances concernant le remboursement des crédits reçus des pays amis dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. En même temps, nous devrons éviter que le montant des crédits capitalistes, nuisibles à notre situation économique et politique, continue à augmenter. Nous continuerons, pendant le triennat, à étendre et à renforcer en notre pays les rapports de production socialistes, surtout en ce qui concerne le soutien du mouvement des coopératives de production agricole.

Il importe que nous liquidions, durant ce triennat, les *disproportions* qui existent dans notre économie nationale et dont j'ai déjà parlé. Le plan triennal est cependant par trop court pour que nous puissions mener à bonne fin cette tâche. Ce serait d'autant moins possible de fixer ce but que les graves dommages économiques subis du fait des ravages de la contre-révolution restreignent nos possibilités. Cette tâche sera partiellement accomplie au cours du second plan quinquennal allant de 1961 à 1965. Aussi bien, nous devons considérer le plan triennal comme la préparation, la base du deuxième quinquennat. Nous devons obtenir au cours du plan triennal que le développement devienne plus rapide pendant le second plan quinquennal, que l'accumulation augmente et qu'il soit possible de procéder à une nouvelle et plus sensible augmentation du niveau de vie.

Au cours du plan triennal nous poursuivrons *l'industrialisation* et nous donnerons la primauté, dans les cadres de l'industrie, au développement de l'industrie lourde. Selon les prévisions, la production industrielle devra s'accroître dans l'industrie lourde de 25 pour cent, ce qui signifie, compte tenu de l'accroissement considérablement plus réduit de l'industrie locale, que l'ensemble de l'industrie socialiste accroîtra sa production d'environ 22 pour cent. Nous désirons obtenir l'augmentation de la production grâce à l'accroissement de la productivité. Selon nos prévisions, celle-ci devra augmenter de 15 pour cent en trois ans. Au sein de l'industrie lourde, le secteur « A » doit se développer en trois ans de 28 pour cent, le secteur « B » de 20 pour cent.

En arrêtant nos plans, nous faisons attention à ce que la réalisation du développement de l'industrie et de la primauté de l'industrie lourde s'inspire des expériences passées. Les projets tiennent compte au maximum à chaque étape du développement des données du pays, de la rentabilité de l'évolution de la consommation nationale et des nécessités du commerce extérieur.

Le plan de la production industrielle se caractérise par le fait qu'on se propose dans la plupart des *branches industrielles produisant des matières de base* l'utilisation à fond de toutes les possibilités. Dans *l'industrie de traitement*, nous n'utilisons pas à fond certaines capacités là où les produits, pour des raisons diverses, ne sont pas vendables et ne sont pas demandés, et là où la production n'est pas assez rentable pour augmenter les fonds d'accumulation, et où souvent même elle risquerait de les réduire.

Le plan prévoit la remise en état de plusieurs établissements, voire secteurs industriels surannés. Cela permettra à l'exploitation de ces installations d'être à l'avenir beaucoup plus rentable. Nous prévoyons un rééquipement d'une plus grande envergure dans les branches de l'industrie où les circonstances sont favorables, où les produits satisfont aux exigences modernes et surtout où existent des possibilités favorables et intéressantes à l'augmentation des exportations.

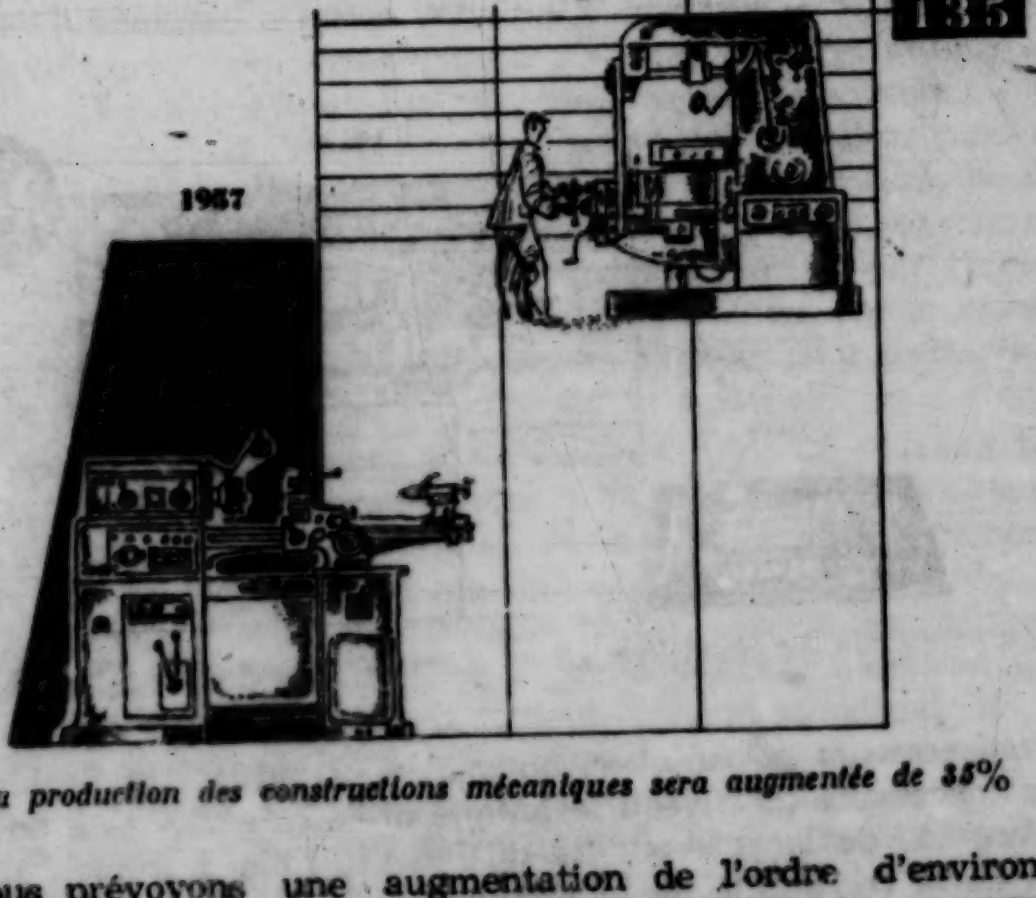
Voici les prévisions principales du plan, concernant les différents secteurs de l'industrie, en conformité avec les points de vue mentionnés.

La production de charbon réalisera en trois ans une augmentation d'environ 26 pour cent. Nous développerons avant tout les bassins de houille et les charbonnages de la Transdanubie fournissant différentes qualités de charbon de terre. La production d'énergie électrique augmentera de 40 pour cent. Cet accroissement assurera un approvisionnement continu tant pour l'industrie que pour les usagers.

Les ressources de *la grosse sidérurgie* seront surtout utilisées en vue de satisfaire toujours mieux aux exigences quantitatives et qualitatives dans la mesure où le permettra l'approvisionnement en minerai de fer et en coke métallurgique. Nous poursuivrons la construction des installations de base des Aciéries du Danube. Nous continuerons la modernisation aux Usines Sidérurgiques Lénine, à Ózd, et à Salgótarján.

Nous augmenterons la production de *l'industrie chimique* de 31 pour cent, y compris la production des produits pharmaceutiques qui s'accroîtra de 40 pour cent. Dans le domaine de l'industrie chimique, nous procéderons à de vastes reconstructions et agrandissements d'usines, tout en poursuivant les travaux de construction notamment du Combinat Chimique de Borsod et en commençant la construction d'une nouvelle usine d'engrais chimiques. Nous réaliserons un important pas en avant dans la fabrication des matières plastiques modernes.

La *production des constructions mécaniques* sera augmentée, en fournissant des machines servant aux investissements, en accroissant le nombre des machines exportées et en satisfaisant toujours mieux aux besoins de la population, d'environ 35 pour cent. Nous commencerons ou nous poursuivrons la transformation de la structure des installations de production et des produits.



La production des constructions mécaniques sera augmentée de 35%

Nous prévoyons une augmentation de l'ordre d'environ 23 pour cent dans la production de *l'industrie légère* et une augmentation d'environ 11 pour cent de la production dans l'industrie alimentaire. Dans toutes les deux branches d'industrie, la qualité des produits sera améliorée, l'assortiment étendu.

Conformément à l'accroissement de la production de l'industrie et de l'agriculture, le *transport* des marchandises augmentera d'environ 15 pour cent au cours du triennat. La majeure partie des transports continueront à être effectués par chemin de fer; toutefois, pour augmenter la rentabilité, nous accroîtrons la proportion des transports par la route et par voie fluviale.

Environ 32 milliards de forints seront *investis*, prélevés sur les ressources de l'État. L'industrie y participera pour 47 pour cent,

l'agriculture pour 11,5 pour cent, les transports pour 12,5 pour cent et la construction des logements également pour 12,5 pour cent. 73 pour cent de tous les investissements sont des investissements productifs. La proportion consacrée à l'achat des machines dans l'ensemble des investissements accuse une meilleure tendance par rapport aux années récentes. 32,1 pour cent des investissements productifs iront en 1960 à la construction mécanique. Cette tendance signifie un intéressant changement par rapport à notre politique d'investissement précédente. En effet, au cours des années passées, par suite d'insuffisants

La production des locomotives Diesel et des locomotrices se multipliera de 3,4

investissements mécaniques, nous n'avons garanti ni le développement nécessaire du niveau technique ni l'augmentation à un rythme convenable de la productivité du travail. Cela a freiné l'amélioration de la rentabilité de la production.

Pour les raisons mentionnées plus haut, les prévisions des investissements, y compris donc ceux de l'industrie, restent relativement modestes pour les années à venir. Tandis que de 1951 à 1953, nous avons investi dans l'industrie en moyenne 7 milliards par an, ce chiffre sera de 5 milliards de forints pour ce triennat. Il faut ensuite tenir compte du fait que, lors de l'emploi des sommes investies, nous devons, dès le début, défalquer les montants consacrés à l'achèvement des grands investissements déjà en cours, ainsi que les sommes considérables qui sont consacrées au rééquipement des mines et des installations d'énergie électrique pour pouvoir assurer sans difficultés l'approvisionnement du pays en énergie. Au cours des années précédentes, nous avons employé environ 10

pour cent des investissements de l'économie nationale à la construction de centrales électriques. Cette proportion passera maintenant à 12—13 pour cent. Dans le domaine de l'industrie de traitement, on ne pourra commencer des investissements de grande envergure qu'en nombre très réduit. De tels investissements seront possibles surtout là où les crédits d'investissements reçus de l'Union Soviétique le permettront.

Comme on le sait, nous avons réussi, dès cette année, à améliorer *la situation du commerce extérieur* de notre économie nationale de telle sorte que pratiquement nous sommes en mesure de réaliser nos tâches économiques par nos propres ressources. Dans les années à venir du triennat nous prévoyons réaliser un tel équilibre de la balance des comptes que nous pourrons nous passer de contracter des dettes et satisfaire aux échéances de payements, exceptés, bien entendu, les crédits d'investissement que l'Union Soviétique nous a octroyés. Nous les utiliserons, en partie durant le plan triennal, en partie dans les années d'après, pour le développement et la modernisation de l'économie nationale.

Il importe de souligner que *l'équilibre de la balance des comptes* est un but réaliste, réalisable, comme les résultats obtenus jusqu'ici le prouvent. Nous devons nous rendre compte cependant que nous devrons déployer de multiples efforts pour y arriver au cours de l'exécution du plan. Il nous faudra économiser soigneusement les matières importées, produire davantage d'articles destinés aux exportations, augmenter leur niveau technique et accomplir toute une série de tâches analogues. Celles-ci devront être accomplies pour que nous puissions atteindre l'équilibre, but que nous nous fixons et qui permettra de satisfaire à nos obligations de façon exacte et minutieuse.

Bien des discussions ont eu lieu ces derniers temps concernant *la structure de l'industrie et les transformations nécessaires* que l'on devrait y apporter. Il est juste donc de se pencher sur ce problème un peu plus longuement.

Y a-t-il des fautes dans la structure de notre industrie? Oui, il existe de telles fautes, et nous en avons parlé lors de l'examen de la politique économique des années passées.

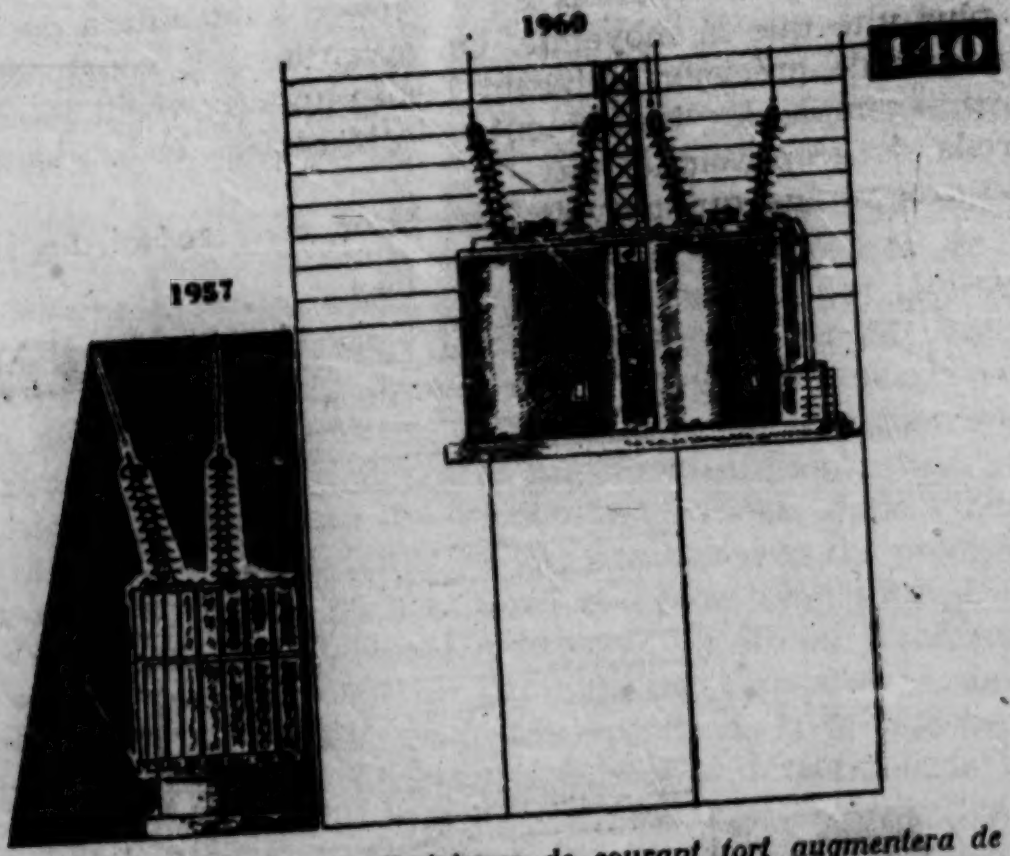
Mais ce n'est pas seulement cela qui justifie les modifications de structure. La structure doit s'adapter à une plus grande consommation nationale, aux exigences étrangères et nous devons nous aligner sur le développement rapide de la technique qui, à son tour, exige des changements de structure. Je ne mentionnerai qu'un exemple: celui des matières plastiques où, pour ce qui est de la pro-

duction des fibres artificielles, nous sommes en retard de plusieurs années sur les pays dont l'industrie est développée.

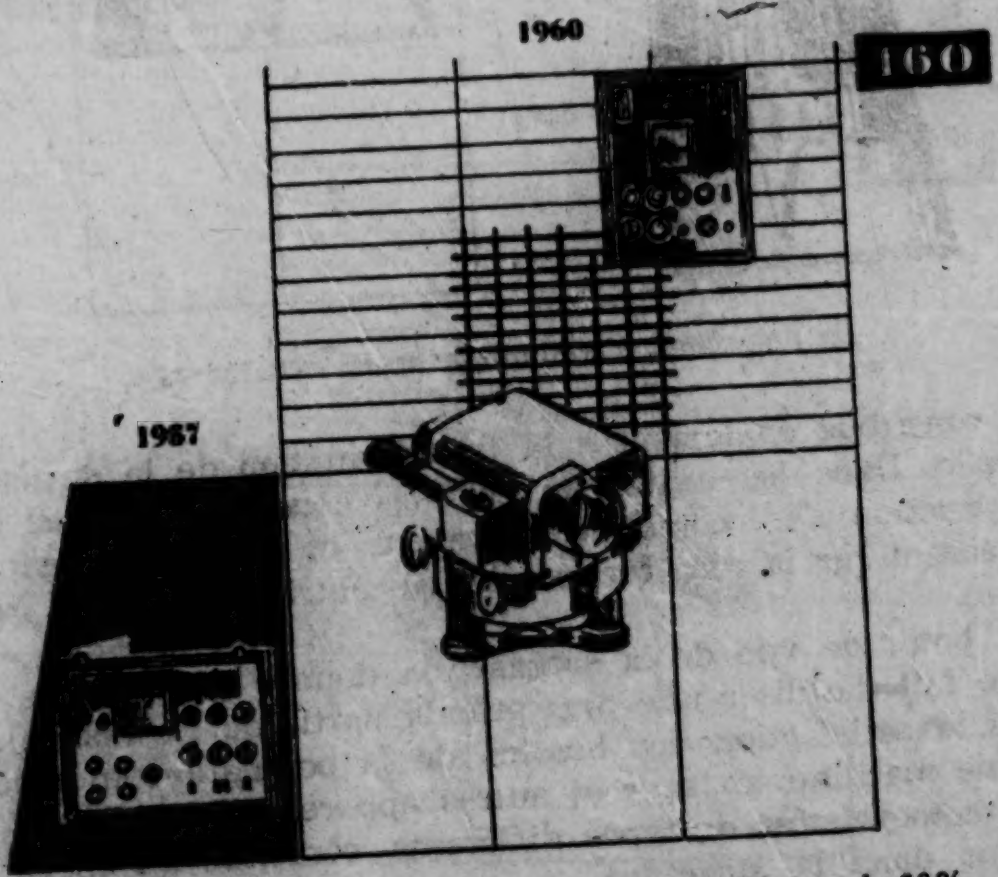
En ce qui concerne la transformation de la structure, nous devons surtout nous engager dans deux directions. La première est *la modification de la composition des produits* en utilisant les capacités de production existantes. L'amélioration de la composition des produits est une tâche continuelle. Ce faisant, il nous est possible d'obtenir, avec relativement peu d'investissements, une amélioration considérable de la structure, et ce sans grands sacrifices économiques. Ce travail est d'ores et déjà en cours et ses résultats sont perceptibles tant dans le domaine du commerce intérieur que dans celui du commerce extérieur. Bien entendu, cette transformation de structure a des limites, car l'utilisation des capacités de production à différentes fins n'est possible que dans certaines limites. La seconde tendance qui conduit à la transformation de la structure de l'industrie est *la modification des proportions des capacités* mêmes. Cela exige la création de capacités nouvelles ou la reconstruction de fond en comble des capacités existantes. Or, il est évident qu'une transformation de structure de cet ordre est une tâche de longue haleine qui exige de sérieux sacrifices matériels dans cette direction. Les pas qui suivront seront franchis au cours du plan quinquennal.

En ce qui concerne la transformation de structure prévue par les plans, je dirai que pour ce qui est de la construction mécanique, nous imprimerons un développement accéléré aux branches de production dont les données sont favorables, qui sont rentables et remplissent un rôle important dans le commerce extérieur. Nous accroîtrons ainsi la production d'appareils électriques de courant fort de 41 pour cent, et cette augmentation touchera surtout les machines à dimensions moyennes, les appareils de haute et de basse tension et les dispositifs de télécommande électrique.

Au cours du triennat, la production des moyens de télécommunication augmentera dans des proportions inférieures à la moyenne, c'est-à-dire que les plans prévoient 72 pour cent d'augmentation pour les produits représentant les voies ultramodernes du progrès, comme, par exemple, les dispositifs de transmission Carrier à canaux multiples et à ondes ultra-courtes, les appareils de vacuum, installations pour émetteurs et récepteurs de télévision, etc. Nous mettrons en marche la production de nombreux produits modernes: transistors, diodes à germanium, tubes électroniques spéciaux, tubes-images pour téléviseurs.



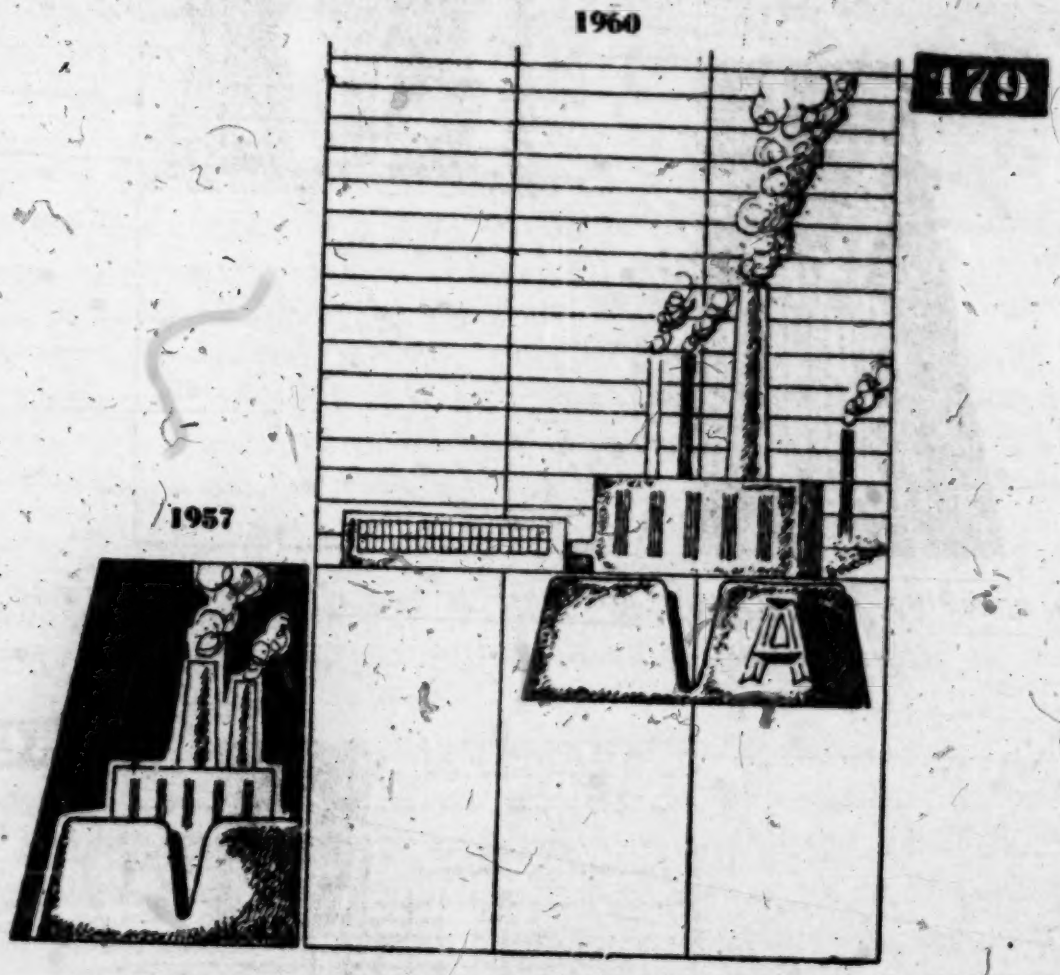
La production des appareils électriques de courant fort augmentera de 40%



La production des instruments de précision augmentera de 60%

La production d'appareils de mesurage augmentera de 62 pour cent, plus vite que la moyenne. On accentuera la construction des instruments de précision exigeant beaucoup de travail intellectuel, tels par exemple les instruments électroniques et nucléaires, les appareils de géophysique, etc.

Le programme qui prévoit l'extension de l'emploi des moteurs



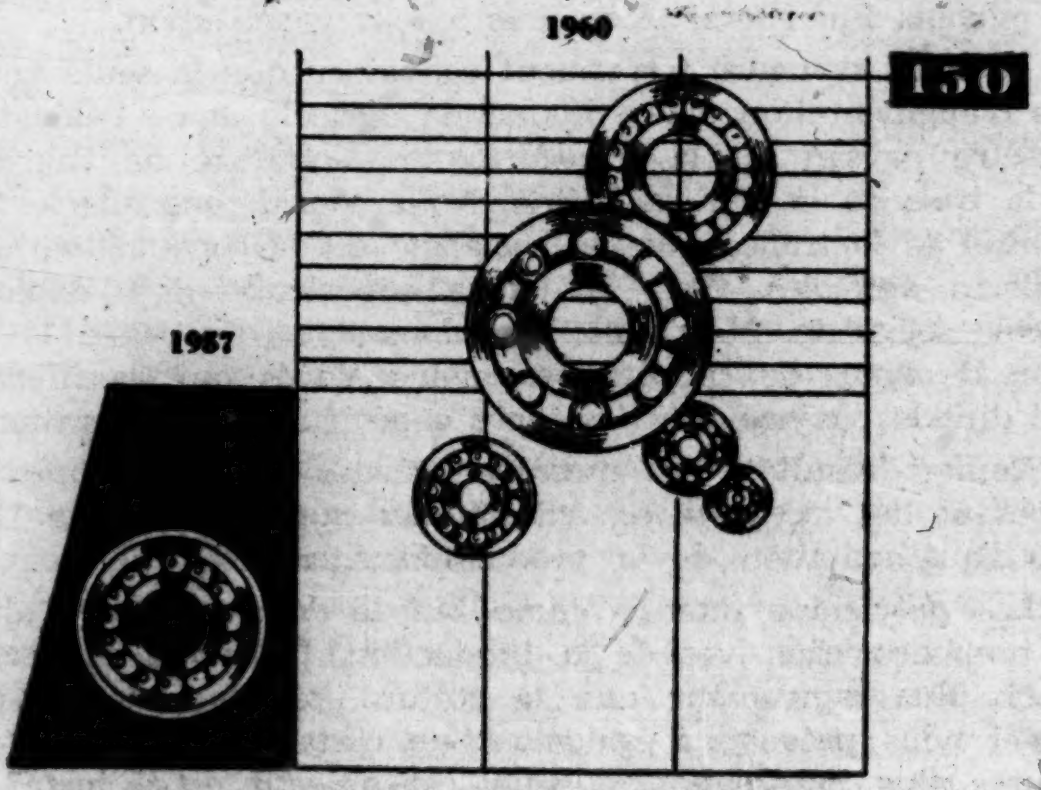
La production d'aluminium augmentera de 79 %

Diesel contribue également à la transformation de la structure de l'industrie. Dans les cadres de celle-ci, nous terminerons bientôt la construction de locomotives à vapeur et nous mettrons désormais l'accent sur la construction de locomotrices Diesel de capacité moyenne.

Du point de vue de la satisfaction donnée aux besoins nationaux, le fait d'utiliser une plus grande partie de l'industrie mécanique à la satisfaction des besoins de la population en machines telles que machines à laver et autres appareils domestiques, frigidaires, motocyclettes de types différents, constitue un changement important dans la structure.

En dehors de la modification de la structure, nous ferons attention à ce que des moyens matériels soient disponibles pour élever le niveau technique tant en ce qui concerne la technologie de la production que l'exécution moderne des produits.

Du point de vue de la réalisation des objectifs ci-dessus fixés, mais aussi du point de vue du développement général de l'économie nationale, les installations entières, machines et instruments que *l'Union Soviétique nous livre dans les cadres des crédits à long terme, ont une très grande importance.* Nous recevons une aide de cet ordre notamment dans les branches d'industrie mentionnées plus haut et qui sont très importantes du point de vue de l'économie nationale, dans les télécommunications, dans l'industrie de courant fort, dans l'industrie des instruments de précision et dans la construction des Diesels, ainsi que pour développer la fabrication des roulements à billes. L'aide porte encore sur l'industrie de pétrole et sur le traitement de l'aluminium, l'installation de laminoirs à chaud et à froid dans des conditions avantageuses aux Aciéries du Danube, sur différentes branches de l'industrie légère, comme l'industrie textile et celui du papier et sur d'autres secteurs de l'économie nationale, importants du point de vue de son essor.



La production de roulements à billes sera multipliée par 1,5

Les objectifs et les prévisions de production du plan triennal relatifs à l'agriculture reposent sur les thèses agraires du Parti. Conformément à celles-ci le plan triennal prévoit — dans la mesure où le permettent nos ressources — le développement des forces productives et l'augmentation de la production, ainsi que le renforcement du secteur socialiste, des assises solides pour son développement.

Le plan prévoit, pour la consolidation du secteur socialiste de l'agriculture, le développement de la grande production, nécessaire à une exploitation rentable des coopératives, plus d'un milliard de crédit à long terme pour les coopératives de production agricole. Cela dépasse, en moyenne annuelle, de 82 pour cent les crédits ouverts à cette fin de 1955 à 1957. Compte tenu du fait qu'actuellement la superficie des coopératives de production est plus réduite, le soutien sous forme de crédits par hectare est ainsi presque doublé. En outre, on peut escompter que pendant le triennat les coopératives seront en mesure d'investir d'environ 400 millions de forints par leurs propres moyens. Tout cela veut dire que les investissements destinés au développement direct de chaque coopérative dépasseront ainsi en trois ans les sommes employées à cette fin au cours du premier plan quinquennal. Le résultat sera le renforcement, le développement des coopératives existantes. Ceux-ci permettront que les coopératives en voie d'établissement soient dotées des moyens financiers nécessaires à leur constitution.

Le Parti demeure fermement convaincu que la seule voie possible d'augmentation de la production agricole et de l'élévation du bien-être paysan est la transformation socialiste de l'agriculture sur la base de la libre adhésion. Nous considérons que le facteur essentiel de la transformation socialiste est la constitution de coopératives agricoles. C'est la forme supérieure de l'exploitation agricole socialiste. Mais nous accordons notre soutien à la constitution de types de coopératives moins élevés qui signifient pour ainsi dire le passage vers les types supérieurs de coopération.

Comme résultats des mesures prévues le plan compte — en supposant des circonstances climatiques normales — sur 12 pour cent d'augmentation de la production agricole.

Les prévisions fixent comme but le développement ultérieur des branches intensives de la production. L'élevage doit se développer plus rapidement que la culture végétale et au sein de celle-ci nous prévoyons également un certain glissement vers les cultures plus intensives. Pourquoi cet objectif est-il juste? Il est juste du point de vue de l'économie nationale et ainsi de toute la

population parce qu'ainsi nous obtiendrons sur les mêmes superficies de terre un rendement bien plus fort. Il est nécessaire aussi pour améliorer l'approvisionnement de la population, car, bien que chez nous la quantité de calories par habitant soit plus grande que dans toute une série de pays capitalistes développés, l'alimentation de la population n'en demeure pas moins très unilatérale. On consomme beaucoup de pain, de pommes de terre et de légumes féculents, mais la consommation de lait et de produits laitiers, de volaille, de poisson et de fruits reste par contre assez basse.

A ce propos je dois déclarer ici que nous comptons, au cours du triennat, non seulement sur l'augmentation de la consommation de denrées alimentaires, mais sur un changement dans la structure de la consommation également. Ce sont les denrées hautement nutrivites qui seront consommées en plus grande quantité. Ce progrès signifie qu'on consommera davantage de denrées contenant des albumines que des denrées d'origine végétale contenant des hydrates de carbone. L'accomplissement du plan permettra à la consommation de viande par tête d'augmenter, par rapport à la moiyenne du premier plan quinquennal, d'ici 1960 de 25 pour cent, à la consommation d'oeufs d'environ 70 pour cent, à la consommation de produits laitiers d'environ 32 pour cent. Nous escomptons pour la durée du plan triennal une augmentation de 40 pour cent dans la consommation du sucre, environ 30 pour cent dans la consommation des fruits et environ 20 pour cent dans la consommation des primeurs.

Pour élever le rendement moyen des récoltes, nous exécuterons des travaux d'amélioration sur environ un quart de million d'arpents (l'arpent « hold » = 0,57 ha) en trois ans, nous étendrons les surfaces irriguées, nous fixant comme but de mieux profiter des possibilités d'irrigation. Nous prendrons des mesures dans le domaine de la lutte contre les inondations, du drainage et de la régularisation des ruisseaux. A l'encontre des années passées, l'approvisionnement en engrais artificiels augmentera, grâce en partie à l'accroissement de la production nationale, en partie aux importations. En 1960, l'arpent cadastral de terres arables, de potagers ou vignobles recevra, selon les plans, presque 60 kg d'engrais mixtes, alors qu'en 1957 il n'en obtenait que 36 kg.

En fait de mécanisation agricole, nous voulons avant tout augmenter la proportion des machines universelles dans les cadres du parc des tracteurs, ce qui permettra une meilleure exploitation du parc.

En fonction de l'augmentation de la production agricole, nous prévoyons une augmentation de l'ordre de 23 pour cent dans les achats massifs des produits agricoles en trois ans. Notre Parti estime, sur la base des expériences de l'an passé, que la politique des achats est juste et qu'il n'y a pas lieu d'y apporter de changement au cours des années à venir.

Le plan triennal prévoit, *dans la mesure des possibilités, l'élévation du niveau de vie.* En 1957, le salaire réel des ouvriers et employés indique une augmentation d'environ 14 pour cent par rapport à 1956. Cette augmentation cependant n'était pas fondée sur des assises solides garanties par nos propres ressources. Elle n'a été possible que grâce au soutien fraternel des pays socialistes amis, avant tout de l'Union Soviétique. Le niveau de vie ainsi obtenu devra être solidement établi pendant le triennat; en outre, nous améliorerons dans une mesure modeste les conditions de vie des salariés et employés et des paysans travailleurs.

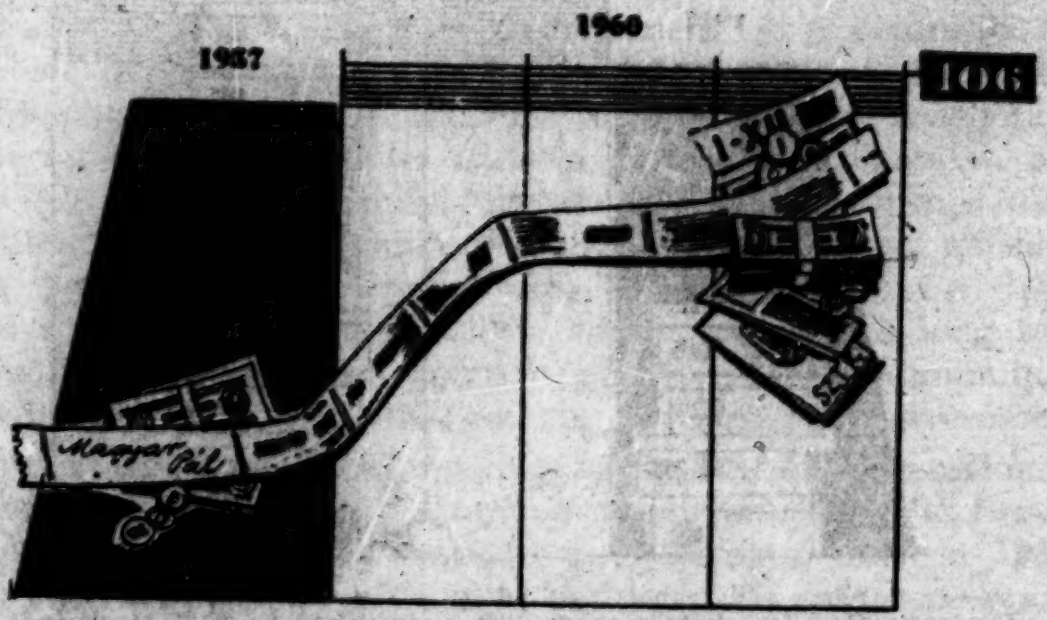
Lors de la mise au point du plan, il fallait tenir compte du fait que seule une partie du revenu national, qui augmente de 13 pour cent grâce à la production et à la productivité accrues et à la baisse du prix de revient, peut être utilisée pour élever le niveau de vie. Une partie plus importante du surplus de revenu devra être employée à assurer le développement ultérieur, à élever le bas niveau des investissements, ainsi qu'aux amortissements de nos dettes. Cela veut dire que nous n'avons pas pu prévoir pour le triennat des mesures plus vastes pour augmenter les salaires réels et les revenus réels. Il faut ajouter que le niveau de vie s'établit avec le concours de nombreux facteurs et qu'on ne peut le mesurer à l'aide d'un seul indice. Sans nous étendre davantage sur cette question, je ne ferai que mentionner que le plein emploi, le niveau des salaires réels et des revenus réels, le niveau de l'approvisionnement en marchandises, les conditions sociales et culturelles, les prestations des services municipaux relèvent également du niveau de vie.

Le salaire réel des salariés et employés augmentera durant le triennat — abstraction faite de la participation aux bénéfices — d'environ 6 pour cent. Bien entendu, en dépassant les prévisions relatives à la productivité et à la réduction du prix de revient, le salaire réel peut s'élever dans une plus grande mesure que prévu, ce qui pourrait s'exprimer surtout par une plus grande participation aux bénéfices. Il faut insister sur le fait que ce sont des possibilités réelles et qu'il ne tient qu'aux travailleurs d'en profiter en travaillant bien.

Nous avons prévu par ailleurs un réaménagement des anciennes retraites et pensions, trop basses. Cette mesure apportera non seulement une amélioration directe dans les conditions de vie des travailleurs ayant pris la retraite il y a un certain temps, mais aura aussi un heureux effet sur le niveau de vie de la population active.

Selon les prévisions du plan, le revenu réel par tête de la paysannerie augmentera d'environ 4 pour cent en trois ans.

Le plan prévoit l'évolution du trafic de marchandises du commerce intérieur *en fonction de l'augmentation du niveau de vie.*

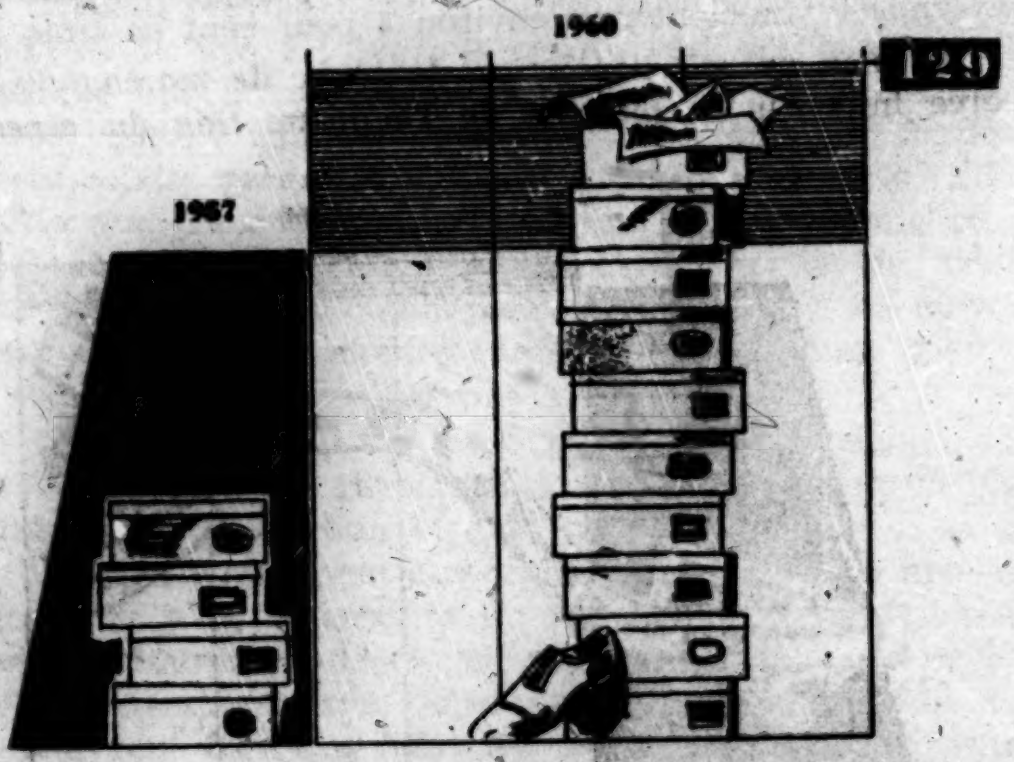


Les salaires réels des ouvriers et des employés seront relevés de 6%

Le trafic du commerce de détail s'élèvera d'environ 13 pour cent. Parallèlement à l'augmentation du niveau de vie, la demande glisse des denrées alimentaires vers les produits industriels. Le plan prévoit par conséquent la plus grande augmentation du trafic (23 pour cent) dans le secteur des articles industriels.

Dans le trafic d'ensemble du commerce de détail socialiste de 1955, la proportion des articles industriels était de 47,5 pour cent. En 1960, cette proportion passera à 54,3 pour cent. A l'intérieur de cette augmentation, la proportion des articles industriels dits « mixtes » s'élèvera de 47,4 pour cent à 54,5 pour cent. Cela veut dire que la population pourra mieux satisfaire à ses besoins non seulement en articles vestimentaires, mais encore en produits de consommation qui facilitent un mode de vie plus élevé. Au cours du triennat, nous mettrons en vente presque quatre fois plus de

machines à laver que durant la période allant de 1955 à 1957. La vente des téléviseurs passera pendant la même période de 4 800 à 102 000. Par rapport à la moyenne du premier plan quinquennal, le trafic des matériaux de construction quadruplera environ en 1960. La vente des appareils ménagers augmentera dans une mesure considérable. Au cours de la dernière année du plan triennal, la population pourra se procurer plus de 125 000 machines à laver,



La fabrication des chaussures de cuir augmentera de 29 % et atteindra les 18,6 millions de paires par an

12 000 aspirateurs, 9 000 cireuses mécaniques, 15 000 frigidaires. Au cours de la même année on mettra en vente 25 000 vespas et scooters, 8 500 motocyclettes de 250 centimètres cube, entre autres.

Pour améliorer l'approvisionnement, outre l'extension de la production nationale, nous augmenterons les échanges des articles de consommation avec les pays amis. Ainsi, nous assurerons au public un plus grand choix de marchandises.

Dans certains domaines nous ne serons pas en mesure de satisfaire les besoins de la population durant le triennat. Ainsi, par exemple, il n'y aura pas assez de meubles, bien que le commerce de détail mette en vente au cours du plan triennal six fois plus de mobilier en moyenne par an que pendant les années du premier plan quinquennal. La situation devra s'améliorer, surtout après la mise en service de l'Usine de Panneaux en Fibre de Bois

de Mohács, mais il faudra prendre encore bien de mesures avant d'avoir atteint une solution définitive.

Il sera construit, durant le triennat, *110 000 logements* environ. Le programme de la construction de logements — bien qu'il ne satisfasse pas les besoins — prévoit d'environ 60 pour cent de plus de logements par an que durant le premier plan quinquennal.

Le plan de construction de logements compte dans une grande mesure sur la construction particulière. En d'autres termes, nous soutiendrons au maximum, par des matériaux de construction, par des crédits d'État et autres moyens, les initiatives de la population dans le domaine de la construction de logement. Par ailleurs, l'habitat doit s'améliorer grâce aux 2 milliards de forints environ qui seront consacrés au ravalement et à l'entretien des immeubles gérés par l'État. Nous devons cependant déclarer en toute franchise que nous ne pourrons pas apporter une amélioration radicale au cours du triennat dans la situation de l'habitat. Nous savons que ce problème préoccupe de très larges couches de la population. Aussi bien considérons-nous la suppression définitive de ces préoccupations comme notre tâche majeure. Le Comité Central a pris la décision de faire élaborer un plan à long terme pour liquider la crise du logement, plan qui sera communiqué à la population par voie de décision du Parti et du Gouvernement.

Le plan stipule de nombreuses prescriptions pour l'amélioration des prestations communales, notamment pour améliorer les Services des Eaux de Budapest. La capitale recevra ainsi environ 100 000 mètres cube d'eau potable de plus par jour. En créant de nouvelles fontaines publiques et en mettant en service de petites centrales locales, nous approvisionnerons environ un demi million de villageois en eau potable de bonne qualité. L'approvisionnement de la population en énergie électrique s'améliorera environ de 50 pour cent et environ 220 communes seront électrifiées.

Les services de la santé publique seront encore améliorés durant le triennat. Nous augmenterons le nombre des lits dans les hôpitaux et le niveau technique et scientifique du réseau sanitaire. En fonction de l'augmentation numérique de la population et des assurés, on élèvera le nombre des heures de consultations données par les spécialistes et le nombre des districts médicaux.

A propos des prescriptions du plan relatives au développement des différents secteurs de la vie culturelle, il faut parler du programme d'extension scolaire. On construira durant le triennat 3 500 salles de classe financées par l'État. On réduira ainsi le nombre de salles où les écoliers se relayent matin et après-midi. La ma-

jeure partie des ressources financières mises à la disposition de l'enseignement sera consacrée à la construction de salles de classe pour les écoles générales. Nous ferons ainsi un pas en avant dans la solution d'un grave problème qui demande à être résolu depuis plusieurs années. Nous développerons aussi — bien que dans une moindre mesure — les autres secteurs de l'enseignement.

La coopération toujours plus vaste et intense des pays socialistes nous a apporté un précieux soutien dans la mise au point du plan triennal de l'économie nationale. Cette coopération nous permet, en coordonnant nos plans, d'assurer un débouché à nos produits exportés par des accords à long terme et l'acquisition de machines, d'installations et d'autres produits qui ont pour nous une importance capitale. La coopération internationale nous permettant de ne développer dans l'industrie lourde que les branches qui nous sont favorables et qui sont rentables, nous pouvons prendre des dispositions pour passer à la construction en série. Une telle politique économique exige la codification à longue échéance de la division internationale du travail; en effet, ces tendances du développement demandent un regroupement des investissements qui ne peut être effectué que si le débouché de nos produits est garanti pour de longues années. La coopération des pays socialistes, la coordination des plans et les conventions commerciales à long terme garantissent tout cela aussi bien à nous qu'aux autres États socialistes.

Jusqu'à présent cette coopération s'échelonnait sur des périodes de cinq ans. A l'heure actuelle, elle en arrive à une étape nouvelle. Les pays participant au Conseil Économique d'Aide Mutuelle ont décidé de mettre au point des plans de développement de 15 ans de leurs économies nationales et ils prévoient la coordination de ces plans et la répartition des tâches incombant à chaque pays. Il est hors de doute que cette décision apportera une brusque amélioration dans la coopération. Elle crée une base solide pour le développement à long terme des économies nationales, pour leur extension la mieux adaptée à leurs besoins et à leurs ressources respectifs; elle aide et accélère le développement de chaque pays socialiste.

La coopération planifiée des pays socialistes acquiert une importance particulière aujourd'hui, au moment où la crise économique s'étend dans le monde capitaliste. Chaque pays socialiste — y compris le nôtre — entretient avec les pays capitalistes des relations commerciales non négligeables. Ces rapports s'établissent sur la base des intérêts réciproques et s'appuient sur le prin-

cipe léninien de la coexistence pacifique. Mais la crise qui se développe actuellement dans les pays capitalistes nous commande en même temps de renforcer la coopération planifiée des pays socialistes, afin que les contre-coups de la crise ne troublent, par le canal du commerce extérieur, notre développement planifié.

*

Le plan triennal, les problèmes économiques de l'édification du socialisme, fixent à l'ordre du jour la solution de tâches complexes. *Pour résoudre ces tâches avec succès, il est nécessaire d'élever de façon sérieuse le niveau du travail de direction économique.*

Lorsque nous parlons de direction économique, nous n'entendons pas par là simplement le système de direction de l'économie ou bien les méthodes de cette direction. Le concept de la direction économique comprend, premièrement, les objectifs de politique économique définis par le Parti, et deuxièmement, dans leur ensemble, tous les facteurs objectifs et subjectifs dont l'activité est appelée à réaliser les buts de la politique économique.

Outre les directives obligatoires que renferme le plan économique, le concept de la direction économique comprend l'ensemble des lois et ordonnances établies par l'État socialiste, dans le but de diriger l'économie nationale de façon planifiée. Il comprend entre autre le système des prix, celui des salaires, des impôts, etc. Il comprend également le système et les méthodes de la direction de l'économie. Le niveau politique et professionnel, ainsi que le style de travail des cadres dirigeants de l'économie nationale constituent également un élément important de la direction économique.

Il découle de ce qui précède qu'un travail de direction de niveau élevé nécessite d'abord que, dans une période donnée, les objectifs de la politique économique soient justes, qu'ils servent l'édification du socialisme. Il faut ensuite qu'ils soient en harmonie avec les lois du développement que la théorie marxiste-léniniste, la pratique de l'édification socialiste en Union Soviétique ont établies comme étant d'une valeur générale pour l'époque de l'édification du socialisme. Il faut que ces objectifs soient en harmonie avec les conditions politiques, économiques et naturelles des pays respectifs. Nous pensons que les objectifs de politique économique de notre plan triennal répondent à ces exigences. La réalisation conséquente des objectifs établis avec justesse nécessite, dans tous les domaines de l'exécution, un travail de direction économique d'un niveau élevé.

Les méthodes, les formes, les questions d'organisation du travail d'exécution peuvent s'établir de multiples façons. Nous ne suivrons la bonne voie dans la recherche des méthodes et des formes que si notre boussole est le principe fondamental du centralisme démocratique.

Le travail de direction de l'économie socialiste s'appuie sur le principe du centralisme démocratique, sur le système de la planification socialiste.

L'essentiel des discussions poursuivies sur la plate-forme du socialisme à propos des « mécanismes » économiques, du problème de l'autonomie des entreprises, des méthodes bureaucratiques de direction, des éléments de stimulation, n'est rien d'autre que la question de l'application du centralisme démocratique à notre travail de planification, au travail de direction de l'économie toute entière.

L'application du principe du centralisme démocratique dans la direction et la planification de notre économie nécessitent avant tout que nous trouvions un système, des méthodes, des formes de travail de direction et de planification qui assurent de la façon la plus efficace l'harmonie des intérêts généraux de la société avec des intérêts locaux et individuels, dans la réalisation des objectifs de la politique économique. Le centralisme compris comme il doit l'être, de façon vraiment démocratique, assure efficacement, à l'aide de la direction centrale, la liaison des intérêts généraux de la société avec les intérêts locaux, les intérêts des entreprises et des individus. Autrement dit, le centralisme démocratique établit l'harmonie entre la direction centrale et le développement des initiatives locales, de celles des entreprises et des individus.

Le niveau et l'efficacité du travail de direction économique des années écoulées n'ont pas été satisfaisants. Dans le travail de direction économique, dans notre planification, un centralisme exagéré renforçait et produisait des éléments bureaucratiques. La pléthore des mesures administratives empêchait le développement des initiatives des organismes locaux et des entreprises.

Les erreurs qui se sont manifestées dans notre travail de direction économique agissaient les unes sur les autres. D'une part, les objectifs irréels, les plans aux exigences très élevées donnaient naissance à un centralisme exagéré, à des éléments de bureaucratie. Le centralisme exagéré, l'expansion de la bureaucratie, la pléthore des mesures administratives, le schématisme enrayaient de leur côté l'apparation et l'affirmation des initiatives locales et de celles des entreprises.

Nous n'avions pas compris comme il se doit l'importance de l'accord des intérêts généraux de la société avec les intérêts locaux, avec ceux des entreprises, des individus. Nous minimisions l'importance des stimulants de ce genre au profit des mesures administratives.

Depuis le XX^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, la discussion se poursuit à l'échelle internationale sur l'application correcte du principe du centralisme démocratique. En Hongrie, les forces révisionnistes avaient utilisé cette discussion dans la préparation de la contre-révolution. Au cours des discussions, certains de nos économistes, dont la plate-forme est pourtant socialiste, ont aussi proposé, dans la recherche de la juste voie, des mesures qui auraient mis en danger l'affirmation conséquente des objectifs généraux de la société dans la direction économique. Cette voie aurait pu, en fin de compte, miner les bases marxistes-léninistes de l'édification socialiste, ainsi que tout le système économique socialiste.

Examinons maintenant *ce que nous avons fait ces derniers temps, et quels résultats avons nous obtenus, en vue de relever le niveau de la direction économique et d'appliquer le principe du centralisme démocratique.*

Dès 1954, nous avons entrepris de corriger les erreurs commises, mais ce processus fut arrêté par les circonstances que l'on connaît. En 1956, de nouveaux efforts ont été faits pour améliorer le niveau de la direction économique. La contre-révolution d'octobre 1956 et ses conséquences entravèrent et retardèrent ce travail. Malgré cela, toute une série de mesures importantes furent prises et mises en pratique, en un laps de temps très court, dans le but d'assurer toujours mieux l'affirmation du centralisme démocratique dans tous les domaines du travail de direction économique. Déjà au moment de l'élaboration des plans pour 1957, nous avons poursuivi la réduction notable des directives obligatoires incluses dans le plan.

Il faut noter qu'en 1957, la situation tout à fait spéciale qui fit suite à la contre-révolution, le rétablissement de l'équilibre économique nécessitaient aussi des mesures extraordinaires. Ces mesures ont, temporairement et dans certains domaines, non pas diminué mais au contraire augmenté la centralisation par rapport à la période précédente.

Malgré les mesures extraordinaires qu'exigeait la situation, nous avons réussi à réduire, de façon convenable, la centralisation, et à accroître »l'autonomie« des entreprises dans notre système de

planification. Un exemple entre autres en est le système de planification établi en 1957 dans le domaine de l'industrie légère, système qui utilise un nombre d'indices de beaucoup inférieur à l'époque précédente. Le nouveau système de planification introduit en 1958 dans le secteur relevant du Ministère de la Sidérurgie et des Constructions mécaniques accroît également, dans une large mesure, l'autonomie des entreprises, et renforce en même temps le respect des prescriptions du plan.

Le système des gratifications introduit avec succès en 1957 était destiné à assurer une harmonie plus grande entre les intérêts généraux de la société et ceux des entreprises et des individus, dans le but de mieux développer les initiatives locales et celles des entreprises. Cette mesure mit encore plus crûment en lumière les lacunes de notre système des prix et du contrôle des prix. Pour y remédier, il a fallu réglementer les méthodes de l'établissement des nouveaux prix, en barrant la route à diverses tendances qui visaient à atteindre une augmentation dans les bénéfices non par un travail accru, mais au moyen de la spéculation. Nous avons aussi entrepris énergiquement la réforme de tout notre système des prix de production. Le nouveau système entrera en vigueur le 1er janvier 1959. Ce sera là un pas important en avant, surtout parce qu'il permettra d'utiliser avec plus d'efficacité le principe de la rentabilité dans notre économie nationale.

Nous avons pris des mesures très importantes en vue d'établir notre *système socialiste des salaires sur des bases plus saines*. Nous avons abrogé les directives qui entendaient prescrire d'en haut un régime précis et unique des salaires socialistes. Cette suppression a causé dans les débuts beaucoup de problèmes et de difficultés. Mais d'autres mesures prises à temps et le travail d'éclaircissement de nos organismes politiques et économiques ont donné aux systèmes des salaires appliqués dans les entreprises une orientation satisfaisante. Les diverses mesures relatives aux salaires, le contrôle central des salaires moyens, ont donné des résultats notables en diminuant des tensions qui se présentaient, sur le plan national, dans le domaine des salaires et des revenus.

Dans l'agriculture, la suppression des livraisons obligatoires et du système des emblavures obligatoires, l'organisation du système des achats par l'État, la diminution notable du nombre des indices établis par le plan, une plus grande liberté dans la production, la stimulation de la production de certains produits agricoles importants du point de vue de l'économie nationale — toutes ces mesures se

sont avérées justes et efficaces dans les conditions qui nous sont propres.

Nous estimons que *la mise sur pied des conseils d'entreprise constitue une mesure importante* du point de vue de l'amélioration du niveau de la direction économique et de l'extension du centralisme démocratique. Les conseils d'entreprise peuvent promouvoir efficacement le développement des initiatives de ceux qui participent directement à la production, ainsi que la mise en pratique de leurs propositions. De cette façon, les rapports entre la direction unique et les producteurs se resserreront au cours de leurs efforts communs pour la réalisation des plans.

On peut constater que, — bien que les données dont nous disposons soient encore insuffisantes pour permettre de nous faire un jugement définitif — les mesures prises en 1957 se sont, en général, avérées justes. Nous avons naturellement rencontré des difficultés, prévues et imprévues. Nous devons y compter à l'avenir aussi, mais si nous restons modestes et prudents, si nous dévoilons à temps les erreurs et les lacunes qui se présentent dans notre travail, nous aurons toujours la possibilité d'y remédier.

Un domaine important du travail de direction économique, c'est la question du système de la direction de l'économie nationale. La tâche primordiale relative à l'organisation de l'économie nationale, c'est l'amélioration du niveau de la direction économique, l'élaboration des méthodes de direction et l'enrichissement du contenu de ce travail, tandis que la question du système, de l'organisation économique n'est, surtout dans nos conditions actuelles, qu'une question dépendante, secondaire.

Au cours des années écoulées, si l'on peut nous imputer une faute, ce n'est certes pas que nous n'ayons pas osé en général réorganiser assez hardiment et assez souvent nos organismes économiques. On pourrait dire plutôt que, pour résoudre certains problèmes, au lieu d'analyser profondément ces questions et de chercher à les résoudre en utilisant les forces sociales, nous recourions de préférence à diverses réorganisations ou créions quelque nouvel organisme. Il est bien vrai qu'un système trop compliqué peut gêner le développement normal de l'économie nationale et peut devenir, par ses prolongements bureaucratiques, un obstacle aux initiatives venues d'en bas. Et pourtant, nous pensons qu'en 1958, notre tâche sera de renforcer la direction économique, d'en améliorer le niveau, sans opérer de réorganisation notable dans l'appareil existant. Nous désirons en même temps étudier à fond les expériences acquises au cours de la réforme de l'organisation éco-

nomique en Union Soviétique, en République Démocratique Allemande, en Tchécoslovaquie, en Pologne et avant tout au cours de l'exécution des mesures que nous avons déjà mises nous-mêmes en application. Nous pourrons, de cette façon, préparer sérieusement les refontes d'ordre organisationnel qui correspondent à nos conditions nationales et sont devenues nécessaires. La tendance de l'amélioration de notre organisation ne fait pas de doutes. Il nous faut améliorer notre organisation économique de façon que nos organismes de direction soient en rapport le plus étroitement possible avec les organismes chargés de l'exécution. La direction centrale doit s'affirmer dans la discipline, les initiatives locales doivent arriver jusqu'aux organismes centraux par le chemin le plus court, pour y prendre une forme utilisable.

Enfin, parlons encore brièvement *des facteurs subjectifs de la direction économique, du travail et du style de travail de nos cadres dirigeants de l'économie.*

Il n'est pas nécessaire ici de parler en détail du fait qu'il faut, dans tous les cas, exiger des cadres dirigeants de l'économie, en plus du savoir et des aptitudes professionnels, une attitude politique ferme. Leur plate-forme politique doit être celle de la démocratie populaire. Ils doivent être d'accord avec les objectifs politiques et économiques de notre parti. Nous avons déjà beaucoup parlé de ces questions. Mais il est un problème dont nous n'avons pas assez parlé, c'est que les dirigeants économiques doivent, en plus de ce que nous avons déjà mentionné, apprendre et adopter de plus en plus le style de travail collectif qui caractérise l'homme socialiste. Il faut que leur devoir élémentaire soit de s'unir à la collectivité dont ils ont la charge, de développer leur aptitude à mener, jour après jour, la collectivité qu'ils dirigent dans leur lutte unie.

Il faut améliorer le style de travail des dirigeants économiques en ce sens également que chacun d'entre eux doit s'occuper, dans son domaine, avant tout de la solution de quelques questions fondamentales seulement. Et cela, en utilisant des méthodes scientifiques et en prenant en considération les intérêts et les perspectives de l'économie nationale. Il faut décharger les dirigeants de la grande partie des tâches quotidiennes courantes. Tous les dirigeants économiques doivent employer une partie importante de leur temps à étudier soigneusement le travail des entreprises, des usines, des institutions. Ils doivent savoir remettre hardiment une partie de leurs tâches et s'appuyer sur leurs collaborateurs. C'est là la condition d'un travail de direction de niveau élevé. Malheureusement, aujourd'hui encore, la plupart de nos fonctionnaires écono-

miques s'occupent souvent de questions dont la solution devrait être la tâche de leurs subordonnés immédiats.

Si nous réussissons à améliorer, dans un proche avenir, — en restant strictement sur la base de la planification socialiste — le niveau de la planification, si nous relions d'une façon convenable la direction centrale à une autonomie qui dégage les initiatives locales, si nous soutenons hardiment dans ce sens toutes les expériences et toutes les tentatives, le niveau de notre direction économique s'améliorera de façon notable et le travail de direction deviendra plus efficace, aussi bien dans le domaine de l'augmentation de la production que dans celui de l'amélioration de la productivité et du relèvement du niveau de vie.

•

Notre politique économique continue de façon conséquente ce que le Parti Socialiste Ouvrier Hongrois et le Gouvernement Révolutionnaire Ouvrier-Paysan ont réalisé après la contre-révolution. Aujourd'hui, tout homme de bonne volonté peut déjà s'assurer, sur la base des faits, de la justesse de cette politique économique. A côté de l'aide inappréciable de l'Union Soviétique et des pays amis, c'est cette politique économique qui nous a permis de nous relever, à un rythme inespéré, des ravages économiques provoqués par la contre-révolution. Nous avons pu éviter la déchéance économique, l'inflation, un chômage massif, et nous avons su assurer la normalisation de la vie économique du pays. Nous avons satisfait les besoins accrus issus de l'amélioration du niveau de vie de la population. Les résultats atteints en 1957 nous ont permis d'assurer dès 1958, dès la première année du plan triennal, l'équilibre de l'économie nationale, la satisfaction des besoins de la population et de l'économie nationale, en nous basant pour l'essentiel sur nos propres ressources.

1958 est l'année de départ du plan triennal. Dans tout travail, bien des choses dépendent de la justesse et des résultats des débuts, du départ. C'est pourquoi les succès obtenus dans la réalisation du plan pour 1958 sont les signes précurseurs de la bonne réalisation du plan triennal. Les données relatives à l'exécution du plan pour 1958 montrent, pour la plupart, que le départ du plan triennal s'est bien effectué. Les conditions climatiques de ces dernières semaines affectent, malheureusement, dans un sens défavorable les récoltes. Le développement des plantes fourragères n'est pas satisfaisant. Les céréales ont également souffert de la sécheresse. On ne peut pourtant pas encore mesurer de façon définitive les résultats

de ces phénomènes défavorables. Les pertes peuvent être compensées dans une grande mesure par une bonne récolte en maïs, pommes de terres, betterave sucrière, etc.

Lorsque nous nous permettons de constater sans fatuité que la politique économique des dix-huit mois qui viennent de s'écouler a été juste en général, il nous faut voir aussi qu'un certain nombre de lacunes se sont présentées dans notre travail. Ces erreurs jouent à l'encontre de notre politique économique. Elles entravent la bonne réalisation du plan et freinent, en fin de compte, le développement de l'économie nationale, l'édification du socialisme dans notre pays. Quelles sont les plus importantes de ces lacunes?

Sans vouloir en faire une analyse détaillée, je ne veux que les énumérer brièvement. L'indiscipline, l'absence de travail planifié est aujourd'hui encore chose courante. On peut voir encore assez souvent — et cela prend dans certains cas des proportions très étendues — que chaque dirigeant veut exécuter « sa propre politique économique », sans se soucier le moins du monde du fait que cette soi-disant « politique économique » nuit à l'économie nationale. Souvent ce sont nos directives, les erreurs commises dans notre travail de direction qui permettent ces phénomènes. Nos erreurs conduisent à une pratique qui fait que nos ressources sont utilisées contrairement à nos objectifs économiques: certains fabriquent des produits superflus, pratiquent des investissements irrationnels, gaspillent le matériel et la main d'oeuvre. Une des lacunes assez générales de la direction économique actuelle consiste à négliger la recherche et l'utilisation adéquate, au profit de l'économie nationale, des richesses de notre économie.

Notre parti a conscience des succès obtenus, mais il connaît aussi l'essentiel de nos lacunes. Il est possible, selon nous, de corriger les erreurs qui se produisent dans notre vie économique. Les larges masses des travailleurs soutiennent de tout coeur et de toutes leurs forces la politique que nous menons depuis la contre-révolution. Les mesures économiques que nous avons prises ont facilité l'épanouissement de l'initiative et de l'effort créateur des travailleurs, aussi bien manuels qu'intellectuels. Le Parti lutte avec esprit de suite contre les lacunes que l'on peut encore rencontrer dans notre travail et a pris plusieurs mesures en vue de les éliminer. Il faut signaler ici l'appel du Parti en faveur du mouvement d'économies, en faveur de la réalisation de la décision gouvernementale sur l'esprit d'économie. Cet appel et la décision du gouvernement ont trouvé un écho très favorable auprès des ouvriers, des travailleurs qui les ont accueillis avec satisfaction.

Toute une série d'initiatives ont vu le jour à la suite de l'appel et de la décision. La mise en pratique de ces initiatives et leur développement en un mouvement national constituent une tâche de l'avenir, car l'appel et la décision n'étaient qu'un début. Le Parti et le gouvernement espèrent et agissent en sorte que l'esprit d'économie devienne la cause des masses travailleuses.

Le plan triennal ne pose pas d'objectifs que les travailleurs ne sauraient atteindre. La réalisation de ces objectifs exige un travail discipliné, mais ils ne sont pas irréalisables. On peut même dire qu'ils peuvent certainement être dépassés. Le mouvement d'économies est un des moyens principaux qui doivent nous permettre non pas seulement de réaliser, mais de surpasser le plan triennal.

Nos plans économiques se donnent pour but de réaliser une vie meilleure, un avenir heureux pour le peuple travailleur, de mener à bien l'édification du socialisme. Nous ne pouvons exécuter nos plans économiques, les réaliser, les dépasser que si cet objectif devient la cause non pas seulement du Comité Central, du gouvernement, des dirigeants, mais de la population toute entière. Si nous réussissons à organiser le travail quotidien de façon que tous les travailleurs comprennent nos objectifs et travaillent à leur réalisation, les années qui viennent seront certainement celles de nouveaux succès, de nouvelles victoires.

Au cours des prochaines années, dans la période du plan triennal, nous n'aurons pas la possibilité de développer l'économie nationale à l'aide de grands investissements. Il est possible cependant de développer notre économie à un rythme plus rapide que ne le prévoit le plan, car, nous en sommes persuadés, ouvriers et travailleurs intellectuels, techniciens et économistes sauront mettre au jour des réserves que le plan ne pouvait prévoir. Des réserves de ce genre existent et se constituent de temps en temps.

Une tâche particulièrement importante incombe de ce point de vue aux ingénieurs et techniciens. Au cours des années précédentes, certaines exagérations ont entravé l'épanouissement total des aptitudes des ingénieurs et techniciens. Maintenant, que nous avons changé certaines mesures bureaucratiques, nous espérons que leurs efforts créateurs pourront se développer et s'affirmer. Nous pensons que la rapide consolidation opérée après la contre-révolution a convaincu de la force du régime démocratique populaire et des possibilités quasi illimitées qu'il offre au travail créateur, même ceux des ingénieurs qui en doutaient. Une partie importante des techniciens et ingénieurs profitent effectivement de la possibilité qu'ils ont maintenant de mieux utiliser leur savoir professionnel.

C'est ce qu'indiquent entre autres les résultats obtenus jusqu'à présent — résultats initiaux sans doute — dans le domaine du développement technique, de l'organisation de la production et ailleurs. Nous avons ici aussi de grandes possibilités pour élargir nos résultats. Nous comptons que les ingénieurs et techniciens fidèles à leur patrie et avides de travail créateur, profiteront de ces possibilités dans leur travail quotidien, dans les usines, les institutions scientifiques et les bureaux d'étude.

Les organisations du Parti et les organisations sociales peuvent nous apporter une aide sérieuse dans la réalisation de nos objectifs économiques, dans la mise à jour et l'utilisation des réserves encore inconnues. Nos organisations du Parti peuvent nous aider grandement, avant tout en éduquant et mobilisant les communistes, et en réalisant un contrôle efficace. L'Union de la Jeunesse Communiste peut également, par les moyens qui lui sont propres, promouvoir la réalisation de notre politique économique. Parmi les organisations sociales, les syndicats qui rassemblent la majorité des travailleurs, ont un rôle éminent à jouer dans la réalisation de nos objectifs économiques. Les syndicats ne remplissent vraiment leur mission et ne sauraient représenter le mieux les intérêts des travailleurs que s'ils exercent leurs activités multiples dans le but d'améliorer et d'impulser notre situation économique, dans le but de réaliser et de dépasser notre plan.

Les résultats obtenus depuis la contre-révolution prouvent que si les dirigeants, le Parti ont confiance dans les travailleurs et leur parlent ouvertement et sincèrement, ils peuvent certainement compter sur la confiance et l'aide active des travailleurs. Nous sommes persuadés que nous pourrons accélérer notre développement, dans la période du plan triennal, en approfondissant la confiance réciproque et en impulsant l'activité des travailleurs. Et nous pourrons aller de l'avant à un rythme plus rapide dans les années du plan quinquennal qui suivra le plan triennal actuel, en nous fondant sur les résultats que nous aurons atteints. Nous pourrons nous fixer des tâches plus grandes, des objectifs plus hardis. Nous pourrons développer plus vite notre production, augmenter de façon plus importante l'accumulation, élever dans une mesure plus grande le niveau de vie. Et ce n'est que par là, et par là seulement que nous nous rapprocherons de la société pour laquelle nous oeuvrons, de celle que nous servons par nos plans: le socialisme.

INDICES PRINCIPAUX DU PLAN TRIENNAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LES ANNÉES 1958—1960

1. Revenu national

	1957	1960	Indice (1960 par rapport à 1957) 1957 = 100
Revenu national (en milliards de forints, sur la base des prix du 1er janvier 1958)	102	115	113
Partie affectée à la consommation ...	85	95	111

2. Chiffres généraux relatifs à la main d'œuvre
(en fin d'année, par milliers de personnes)

	1957	1960	Indice (1960 par rapport à 1957) 1957 = 100
Population en état de travailler	6 315	6 383	101
Population active	4 457	4 548	102
De la population active, travaillent:			
Dans le secteur d'État	2 299	2 454	107
Dans le secteur coopératif et privé	2 158	2 094	97

3. Salaires réels — revenus réels
(pourcentage)

	1957	1960
Salaire réel des personnes travaillant dans le secteur socialiste, par travailleur	100	106
Revenu réel de la population agricole, par individu	100	104

4. Industrie

	1957	1960	Indice (1960 par rapport à 1957) 1957 = 100
Production totale des industries relevant des ministères (en milliards de forints)	61,5	76,8	125
Dont production de			
l'industrie lourde	33,1	43,7	132
l'industrie légère	14,4	17,6	123
l'industrie alimentaire	13,9	15,4	111
Production totale de l'industrie relevant des conseils locaux et de l'industrie coopérative	14,3	14,7	103
Industrie socialiste, au total	75,7	91,5	122
Augmentation de la productivité dans les industries relevant des ministères	—	—	15
Baisse du prix de revient dans les industries relevant des ministères	—	—	6
Production de l'industrie du bâtiment à l'échelle nationale (en millions de forints)	10 357	12 416	120
Production des articles les plus importants :			
Énergie électrique (en millions de kWh)	5 432	7 600	140
Charbon (production totale, 1 000 t.)	21 195	26 600	126
dont : houille (1 000 t.)	2 277	2 900	129
Ciment (1 000 t.)	989	1 450	147
Produit total des hauts-fourneaux, calculé en fonte-acier (1 000 t.)	855	1 094	128
Production totale des aciers laminés à chaud (1 000 t.)	893	1 030	115
Aluns (1 000 t.)	155	200	129
Aluminium (1 000 t.)	25,2	45	179
Locomotives Diesel 600 CV (unités)	12	70	585
Locomotives Diesel hydrauliques 400 CV (unités)	12	40	333

	1957	1960	Indice (1960 par rapport à 1957) 1957 = 100
Wagons (unités)	345	447	130
Motocyclettes			
250 cm³ (par 1 000 unités)	13,3	14,5	109
125 cm³ (par 1 000 unités)	21,5	24	112
Scooters Moped (par 1 000 unités)	0,1	30	—
Autobus et autocars (unités)	1 276	1 500	118
Camions (unités)	2 677	3 000	105
Tracteurs à roues (unités)	247	1 100	445
Tracteurs à chenilles (unités)	1 100	1 000	91
Moissoneuses-batteuses (unités)	511	1 300	254
Batteuses (unités)	106	500	471
Engrais chimiques nitratés (1 000 t.)	80	225	282
Engrais chimiques superphosphatés (1 000 t.)	164	195	119
Coke à haut-fourneau (1 000 t.)	202	360	178
Cotonnades (en millions de m²)	208	227,7	110
Toiles de lin et de chanvre (en millions de m²)	23,8	26,7	112
Tissus laine (en millions de m²)	23,9	27,5	115
Chaussures cuir (en millions de paires)	14,4	18,5	129
Papier (1 000 t.)	98,9	134	135
Chambres à coucher en bois ciré et peint (par 1 000 mobiliers complets)	29,8	34,3	115
Mobilier de cuisine (par 1 000 mobiliers complets)	47,7	53,4	112
Sucre (1 000 t.)	301	292	97
Chocolat, produits chocolatés (1 000 t.)	5,2	7,1	137
Viande (1 000 t.)	167,7	195,4	116
Volaille (1 000 t.)	14,2	20,8	146
Lait (sans compter la vente sur les marchés, par millions de litres)	205	250	122
Beurre (1 000 t.)	12,2	16,2	131
Bière (1 000 hl.)	2 735	3 100	113

5. Agriculture

Valeur globale de la production agricole (en milliards de forints)	Moyenne 1955—57	Moyenne 1958—60	Indice (1958—60 par rapport à 1955—57)
Agriculture	23,6	26,1	110
Élevage	16,7	19,1	114
Exploitations forestières	1,1	1,2	110
Total	41,4	46,4	112

Surfaces emblavées pour les cultures principales	Moyenne 1950—54	1957	1960
Céréales panifiables (1 000 arpents)	3 286	2 899	2 780
Riz (1 000 arpents)	42	66,5	65
Céréales fourragères (1 000 arpents)	3 000	3 475	3 450
dont : maïs (1 000 arpents)	1 991	2 339	2 350
Légumes au total (1 000 arpents)	—	188	200

Récolte moyenne des principales cultures	Moyenne 1953—57	Moyenne 1958—60
Blé (en q.)	8,4	9
Seigle (en q.)	6,7	7,4
Maïs (en q.)	12,4	12,8
Pommes de terre (en q.)	56,6	59,8

Évolution du cheptel	Moyenne 1953—57	1957	1960
Bovins (par 1 000 bêtes)	2 055	1 920	2 600
dont : vaches laitières (par 1 000 bêtes)	879	895	940
Chevaux (par 1 000 bêtes)	709	720	680
Porcins (par 1 000 bêtes)	5 742	5 400	6 000
dont : truies (par 1 000 bêtes)	498	420	580
Ovins (par 1 000 bêtes)	636	1 740	2 050
Volaille (en millions)	22	24	25

Production moyenne de l'élevage (par unités)	1957	1960	1960 en % par rapport à 1957
Lait (en litres)	1 767	2 200	116
Laine (en kilos)	3,63	4,1	105
Œufs (pièces)	75	85	108
Principaux indices de l'équipement matériel de l'agriculture			
Engrais chimiques par arpents de jardins, de champs ou de vignes (en kilos)	35,7	55,9	157
Tracteurs (par milliers)	26,2	27,4	107
dont : tracteurs universels en %	25	40	—
Surfaces irriguées (1 000 arpents)	136	168	123

6. Achat des produits agricoles

	1957	1960	1960 en % par rapport à 1957
En valeur d'achat (prix 1954 inchangés, en milliards de forints)	10,5	12,9	123

7. Communications et télécommunications

	1957	1960	1960 en % par rapport à 1957
Transport de marchandises et de voyageurs			
Poids des marchandises transportées en millions de tonnes	113	131	116
Marchandises en millions de tonnes-kilomètres	10 779	12 339	115
Voyageurs (en millions)	479	540	113
Kilomètres-voyageurs (en millions de kilomètres-route).	11 368	12 602	111

	1957	1960
Principaux chiffres relatifs au développement du parc de véhicules et des installations (pourcentage) (effectifs en fin d'année)		
Locomotrices électriques	100	127
Locomotives Diesel (pour rails normaux)	100	1 270
Locomotives à vapeur	100	95
Automotrices Diesel	100	124
Wagons de marchandises	100	108
Wagons pour voyageurs avec 4 essieux	100	138
Tonnages des navires fluviaux	100	200
Camions	100	114
Autobus	100	116
Longueur des routes permanentes (macadam, asphalte, béton)	100	149
Capacité des centrales téléphoniques de Budapest	100	114

Chiffre d'affaire du commerce de détail (en millions de forints)	1957	1960	Indice (1960 par rapport à 1957) 1957 = 100
Produits alimentaires et cantines	26 339	27 650	105
Vêtements	13 740	16 000	116
Articles industriels divers	13 280	17 150	129
Produits industriels au total	27 020	33 150	123
Total	53 359	60 800	114
Proportion des produits alimentaires (pourcentage)	49,4	45,5	
Proportion des produits industriels (pourcentage)	50,6	54,5	
Chiffres de vente des principaux produits alimentaires :			
Viande (1 000 t.)	136,4	147	108
Volaille (1 000 t.)	4,8	7,6	158
Œufs (en millions de pièces)	235	285	121
Lait (en millions de litres)	200	248	124
Beurre (1 000 t.)	7,4	8,8	119
Sucre (1 000 t.)	161,6	172	107
Chiffres de vente des principaux articles industriels :			
Télévision (pièces)	4 200	50 000	1 190
Machines à laver (pièces)	57 427	125 500	219
Cireuses (pièces)	7 302	9 000	123
Réfrigérateurs (pièces)	7 373	15 300	208
Scooters Moped (pièces)	2 002	20 000	1 000
Motocyclettes (250 cm^3) (pièces) ...	5 548	8 500	153

9. Santé, hygiène et culture

	En 3 années au total
Logements (pièces)	110 000
Lits d'hôpitaux (pièces)	2 200
Nouveaux centres médicaux	150
Nouvelles heures de visite de spécialistes	2 400
Nouvelles places dans les maternelles	6 500
dont : financées par l'État	3 000
Classes d'école générale	3 500
dont : financées par l'État	2 800
Nouvelles classes d'école secondaire	80
Nombre de communes à électrifier	220

10. Investissements et modernisations
(En milliards de forints)

	1957	1960	3 années au total	Indice (1960 par rapport à 1957) 1957 = 100
Total des investissements	8,8	11,4	32	129
dont : investissements productifs	6,2	8,4	23,1	135
investissements industriels	4,3	5,5	15,2	127
investissements agricoles	1	1,9	5,1	198
dont : financés par l'État	0,9	1,7	4,7	195
financés par les coopératives agricoles	0,1	0,2	0,4	234
Total des modernisations	4	6,2	15	155
Remise en état d'immeubles d'habitation	0,6	0,8	2,2	133

TABLE DES MATIERES

1. La loi sur le plan triennal 3

2. Quelques questions de la politique économique hongroise et le plan triennal par Jenő Fock 32

3. Indices principaux du plan triennal 75